

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Contre l'esprit borné

Comme les sauterelles ont envahi l'Égypte biblique, le «politiquement correct» a envahi la Suisse

par Peter Forster, rédacteur en chef du «Schweizer Soldat»



Peter Forster  
(photo mad)

Ce curieux fantôme n'a pas même de nom allemand, tant il est étrange et vient de loin. Mais il existe – et il mène notre pays dans une direction définie et funeste.

Le début fut la destitution de l'ambassadeur Carlo Jagmetti, un excellent diplomate, entièrement

innocent: il fut soudainement victime de la «Political correctness» et de la lâcheté de ses supérieurs peu de temps avant sa retraite.

Depuis Washington, Jagmetti avait, en ce qui concernait les fonds en désérence, mis en garde contre les dangers qui se sont peu après abattus sur notre pays. Si le Conseil fédéral avait écouté Jagmetti, la Suisse se serait épargné beaucoup d'ennuis.

Puis arriva la campagne de dénigrement indicible contre le divisionnaire Peter Regli, l'excellent chef des services de renseignements suisses. Un menteur et imposteur travailla les médias et la procureure générale de manière si insidieuse que Regli, tout en étant innocent, fut passé au fil de l'épée.

Cela dura huit ans jusqu'à ce que le Conseil fédéral réhabilite Regli à 100%.

Le politiquement correct mesquin fêta son plus grand triomphe contre l'ambassadeur Thomas Borer. Le très capable diplomate Borer avait, dans l'affaire des fonds en désérence, défendu avec bravoure les intérêts de notre pays.

Mais il ne s'est jamais soumis à la presse à sensation. C'est la raison pour laquelle il a été congédié par son chef après une infâme histoire mensongère. Le juriste Borer a réfuté pas à pas toute la construction mensongère. L'éditeur de la publication à sensation s'est correctement excusé et a transmis à Borer une compensation adaptée.

Deux tristes truismes se montrèrent très efficaces au niveau politique. Premièrement, concernant les médias, il n'est pas possible «de faire rentrer la pâte dentifrice dans le tube, une fois qu'elle est sortie», et deuxièmement ni un diplomate, ni un officier supérieur, ni un CEO ne peuvent rester en place si leur supérieur n'a pas l'épine dorsale nécessaire pour supporter les pressions.

Jetons maintenant un coup d'œil sur les victimes!

Jagmetti, bourgeois, conservateur libéral; Regli, bourgeois, engagé pour la sécurité de la Suisse, droit, courageux; Borer, bourgeois à la pensée indépendante, un diplomate, qui ne cite pas à tout moment les droits de l'homme, mais qui s'engage d'abord pour les intérêts vitaux du pays.

Remarquez-vous quelque chose?

Le politiquement correct frappe toujours des hommes, qui ont une pensée indépendante, sont hardis et défendent de manière intrépide les valeurs bourgeoises, avant tout la liberté et la sécurité du pays. Jamais l'es-

prit borné ne s'attaque à des personnalités roses-vertes – de tels hommes et femmes pourraient se mettre à la queue leu leu; mais cela n'aurait pas de sens.

Depuis longtemps, le politiquement correct sert la gauche dans notre pays, qui l'utilise comme arme, en association avec les anciens soixante-huitards dans les rédactions, les écoles et les presbytères. La morale bigote des forces anti-armée, anti-banques, anti-centrales nucléaires et des pro-Bruxelles et pro-nivellement est devenue un instrument tranchant. Trop de personnes plient l'échine et font le poing dans leur poche.

Tous ceux qui ne veulent pas que notre pays dérive vers Bruxelles et les rêves des anciens soixante-huitards, seront bien avisés d'identifier le politiquement correct pour ce qu'il est: une arme de l'esprit borné et de la servitude. Et nous devons nous serrer les coudes, exprimer les vérités inconfortables et continuer à lutter courageusement à visage découvert.

Source: *Schweizer Soldat*, n° 5, mai 2013  
(Traduction *Horizons et débats*)

## Y aura-t-il bientôt une votation populaire sur la liberté d'expression en Suisse?

Au sujet de Voltaire, le GSsA, le DDPS et le manque de conscience démocratique chez certains historiens de gauche

par Matthias Erne, avocat, Zurich

Voltaire (1694–1778) fut un important maître à penser du siècle des Lumières et passe pour le précurseur de la Révolution française. Lors de la défense de ses idées, il fit montre de grandes connaissances et d'empathie. Voltaire passa une partie de sa vie en Suisse et il laissa des traces avec sa critique des dysfonctionnements de l'absolutisme et du régime féodal. La citation «*Je désapprouve ce que tu dis, mais je défendrai jusqu'à la mort ton droit de t'exprimer.*» lui est souvent attribuée à tort, mais elle caractérise son attitude de façon pertinente. Cette phrase résume ce qu'on entend aujourd'hui sous «liberté d'expression». On exige le respect d'autrui et en même temps la capacité de contrôler sa propre soif de pouvoir et le désir d'ordonner à autrui de se taire.

Le GSsA est un groupement politique suisse. Son nom «Groupe pour une Suisse sans armée» correspond à son programme. Il rassemble les partisans de l'intégration de la Suisse dans l'OTAN et l'UE tout comme des courants communistes radicaux et pacifistes utopiques. C'est un fourre-tout politique bien géré qui étonne de par ses dirigeants et ses modèles de pensées. Cette année encore, le peuple suisse aura l'occasion de s'exprimer sur une initiative populaire fédérale de ce groupe. Elle exige l'abolition de l'obligation générale de servir dans la Constitution. Cela forcerait le gouvernement à transformer l'armée de milice en une armée de métier, ce qui est incompatible avec le modèle suisse qui a fait ses preuves. Ce modèle de paix très actuel, basé sur la «neutralité armée et perpétuelle», qui se rapporte à Emmanuel Kant et son texte intitulé «Vers la paix perpétuelle», est rejeté par le GSsA.

Peter Forster est actuellement rédacteur en chef du magazine militaire «Schweizer Soldat». En tant que colonel, il a dirigé pendant plusieurs années le régiment Information, c'est-à-dire les médias militaires pour informer la population en cas de crise. Il a aussi été correspondant de la «Neue Zürcher

Zeitung», puis rédacteur en chef de la «Thurgauer Zeitung» pendant de longues années.

Lorsque le Conseil fédéral a de plus en plus réduit le budget de l'armée, et a ainsi mis en cause le maintien de la neutralité armée, Peter Forster s'en est offusqué. Il a déclaré dans un magazine périodique: «*Le Conseil fédéral joue délibérément avec un bien précieux, à savoir la sûreté nationale, dont il est le garant depuis la création de notre Etat. Nous avons commencé à nous demander si nous devons nous adapter ou nous opposer la première fois que le Conseil fédéral a menacé de prendre des mesures en notre défaveur. Or, nous étions déjà arrivés à cette époque à la même conclusion qu'aujourd'hui: face à une situation où notre conscience nous dicte de nous opposer à notre propre gouvernement, le silence serait une trahison et l'obéissance une soumission.*» Forster est connu. Ses paroles ont du poids. Il est toujours resté fidèle au drapeau.

Cette prise de position a amené le conseiller national Jean-François Steiert du Parti socialiste fribourgeois à déposer une question au Conseil fédéral, pour savoir s'il considérait que dans un Etat démocratique, il était tolérable qu'un officier invoque sa conscience comme argument pour s'opposer au gouvernement élu démocratiquement. Si oui, il a voulu savoir jusqu'à quel point les officiers supérieurs doivent être loyaux envers les institutions et les autorités élues démocratiquement dont ils doivent assurer la protection.

Steiert, qui est lui-même proche du GSsA, a étudié l'histoire suisse et les sciences de la communication à Fribourg. Il est actuellement délégué aux Affaires intercantionales du Département de la formation et de la jeunesse du canton de Vaud. De 1989–2000, il a été membre du Comité central du Parti socialiste suisse et plus tard chef du groupe socialiste du Conseil national. Auparavant, il a été durant cinq ans secrétaire central pour la presse et l'information du PS suisse. Ce titre

rappelle un peu l'ancienne Union soviétique, mais dans son essence, cela veut dire qu'il était le «spin-doctor» de son parti.

Il semble qu'à son avis, un officier supérieur de milice n'ait pas le droit d'exprimer une opinion qui diverge de celle du Conseil fédéral. Donc un historien de gauche, qui exigerait l'obéissance aveugle, qui fût alors responsable de graves crimes contre l'humanité? Cet homme est-il paresseux d'esprit? Voilà une attitude typique des historiens de la «génération Bergier». Ils se croient plus malins que tout le monde, démontrent des déficits choquants dans l'image qu'ils se font de la démocratie et ils sont cadres dans un Département de l'éducation. Etaient-ils parmi les absents lors des cours de droit civique et n'ont-ils jamais lu Voltaire? Ou sont-ils simplement des opportunistes?

Ce monsieur pourrait améliorer ses connaissances en jetant un regard dans les publications de la faculté de droit de son alma mater, par exemple dans l'ouvrage de Peter Hänni intitulé «*Rechte und Pflichten im öffentlichen Dienstrecht*», paru aux Editions universitaires Fribourg, Suisse 1993, c'est-à-dire à l'époque où Steiert étudiait et était déjà politiquement actif. A la page 97, on trouve une décision du Conseil d'Etat du canton d'Obwald qui aurait réjouï Voltaire:

«*Même pour les fonctionnaires et les membres de l'administration, il n'existe pas d'interdiction de s'exprimer en public sur des questions spécifiques, qu'ils ont dû traiter une fois ou l'autre dans l'exercice de leur fonction. Une telle interdiction ne serait pas compatible avec nos principes démocratiques. Au contraire: la démocratie a besoin du débat – toute prise de position est souhaitée. Vu cela, il n'y a aucune raison d'exclure les fonctionnaires ou les membres d'une administration ou d'une commission, en tant que spécialistes, de la discussion citoyenne, concernant des questions de grande portée, uniquement parce qu'ils sont ou étaient par hasard fonctionnaires ou membres d'une administration*

ou d'une commission. L'autorité du gouvernement ou d'un département n'en pâtit certainement pas. Elle en pâtirait uniquement si le gouvernement tentait de bâillonner ses subalternes pour que le peuple ne puisse pas prendre connaissance de leurs objections.» (VVG II, p. 12 sq., traduction hd.)

Egalemeent à Zurich, le droit à la liberté d'expression pour les fonctionnaires a été confirmé par le Tribunal fédéral – notamment lors de procédures contre des enseignants et le VPM dans les années 90. La démocratie a besoin du débat. Point final.

Si le GSsA n'arrête pas de réprimer l'avis d'autrui et exige même la répression étatique des opinions qui ne lui conviennent pas, alors nous ferons, de cette votation populaire sur l'obligation de servir, une votation sur la liberté d'expression. Ainsi le tout sera encore plus fondamental et les alliances seront encore plus larges.

Outre Gotthard Frick et Helmut Hubacher, il y a encore un grand nombre de membres du PS, conscients de leurs responsabilités, qui n'apprécient pas du tout la ligne pacifiste du comité du parti et qui veulent donc réviser l'article du programme du PS qui demande l'abolition de l'armée. Peut-être qu'il sera plus facile de faire revenir le sens de la réalité dans ce parti, quand les intrigues de certains meneurs pendant la guerre froide auront été analysées. Un regard sur les résultats des études historiques de E. Bischof peut éclairer certains aspects.

Bizarre! En France, la gauche mène une guerre impérialiste à l'étranger, tandis que chez nous la direction du parti socialiste ne veut pas même se prononcer en faveur de la défense du pays en situation critique. Tant qu'elle n'accepte pas, avec toutes les conséquences, l'importance et la grande actualité du modèle de paix de la neutralité armée et perpétuelle, et tant que Voltaire ne représente pas pour elle la ligne de conduite pour tout débat équitable, quelque chose est, à mon avis, fondamentalement pourri.

# La Suisse a les moyens de résister au chantage politique

## S'allier au-dessus des partis, créer des majorités au niveau humain, se serrer les coudes

me. Lors de l'assemblée générale de l'Association des propriétaires fonciers (Hauseigentümerverband HEV) du Hinterthurgau (canton de Thurgovie) le silence régnait lorsque le président Paul Hug, de Wilen, a présenté son rapport annuel. Il a prononcé des réflexions montrant un profil indépendant et provoquant un écho favorable.

Dans la grande salle décorée, les 352 membres ont applaudi quand Paul Hug a revendiqué «résistance et fermeté face à l'UE et à l'administration américaine». Il faut «avoir le courage de libérer le pays de tout ce bric-à-brac de directives bruxelloises. Elles ne provoquent que des coûts et ne servent à rien.» Paul Hug a soutenu la stratégie de l'argent propre, car la Suisse n'a pas besoin de défendre des gangsters et des chevaliers pillards, mais la discussion sur les fraudeurs du fisc n'est qu'un prétexte hypocrite. Il s'agit en vérité de détruire la place financière suisse. Hug pense que le moment est venu de montrer force de caractère et dureté et d'agir avec sang-froid dans le domaine de la politique étrangère. La Suisse en a les moyens. Il attend davantage de la part du gouvernement et des parlementaires du Conseil national et du Conseil des Etats.

Hug a dit littéralement: «L'année dernière a été marquée une fois de plus par la crise bancaire dans les zones d'influence européennes et américaines. Les deux harcèlent le marché suisse, car il a encore de l'argent. La Suisse a fait ses devoirs et a créé, avec le frein à l'endettement, un instrument efficace qui nous aide à ne pas perdre les pédales. Il va de soi que nous devons encore nous améliorer ou au moins prendre garde que la situation ne se détériore pas. Il y a des groupes d'intérêt chez nous qui veulent s'adapter à l'UE, coûte que coûte. Et ceux-là prétendent même représenter les intérêts de la Suisse et de la population. C'est n'importe quoi! Les véritables représentants du pays et de la population luttent contre toutes tentatives étrangères d'influence et d'in-

gérance. Je déplore le manque de résistance et de fermeté notamment contre l'UE et l'administration américaine. Cela commence avec le Conseil fédéral et continue avec les conseillers aux Etats et les conseillers nationaux. Arrêtons donc de reprendre automatiquement les lois et les directives de l'étranger. Arrêtons donc enfin de nous laisser extorquer et formulons nous-mêmes nos revendications. Désirez-vous quelques exemples?

Concernant les nuisances sonores: La Deutsche Bundesbahn (DB) roule avec du matériel vieilli sur la rive suisse du lac de Constance et cause d'immenses nuisances sonores avec ses trains de marchandises. Des poids-lourds de toute l'Europe traversent les Alpes, souvent vétustes ou à peine en état de marche. L'Allemagne restreint de façon unilatérale les transports aériens à Zurich. Que font nos hommes politiques? Rien – ou sinon si doucement que personne ne s'en rend compte. Pourquoi ne pas ficeler des paquets? Pourquoi ne pas montrer plus de dureté?

Concernant les directives: En tant que spécialiste de la construction, je sais qu'on nous force à reprendre toujours plus de directives et de recommandations de l'UE, surtout les prescriptions DIN. Pourquoi reprenons-nous sans réfléchir des recommandations qui ne déclenchent que de l'hilarité dans les pays voisins? (J'ai vécu cela moi-même) Ayons enfin le courage de nous débarrasser de tout ce bric-à-brac bruxellois. Car il ne provoque que des coûts et ne sert à rien – et l'on s'étonne que tout renchérisse. Quel politicien en aura le courage nécessaire?

Concernant les banques: Je vous préviens que je soutiens entièrement la politique de l'argent propre [«Weissgeldpolitik»]. Nous n'avons pas besoin de gangsters ou de chevaliers pillards en Suisse. Mais ce qu'on exige de la Suisse, et uniquement de la Suisse, est de l'ordre du chantage. Par devant, on parle uniquement de fraudeurs du fisc, mais en réalité c'est l'effet secondaire qui est profitable. Le

but est de toute évidence le démantèlement de la place financière suisse. Et je vous demande: pourquoi nos politiciens ne s'en aperçoivent-ils pas?

A l'avenir, j'exige davantage de force de caractère, de dureté et moins de servilité devant une autorité étrangère, quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne.»

Quant à la politique intérieure, Paul Hug a proposé de s'allier au-dessus des partis. Il faut créer des majorités au niveau humain et se serrer les coudes. C'est la raison pour laquelle il faut mettre de côté le sabre à deux mains et se servir du fleuret. Il a mis en garde contre le fait qu'on ampute partout la propriété – et pas seulement à Chypre. Cette manière de faire s'introduit insidieusement aussi dans notre pays. Il a terminé son tour d'horizon en remerciant le groupe «Fluglärmprotest Hinterthurgau» (groupe d'opposition contre les nuisances sonores aériennes au Hinterthurgau) qui s'était opposé avec le groupe BFO (Bürgerprotest Fluglärm Ost) et le soutien du conseiller d'Etat Stark à ce que la région devienne la «poubelle des nuisances sonores».

Il a consacré sa dernière remarque au service cantonal des monuments historiques qui se trouve sous la direction de Béatrice Sendner (docteur ès lettres). Il est d'avis qu'il faudrait massivement réduire le pouvoir de ce service. Les personnes extra-cantoniales qui y travaillent, dont la directrice, ont toutes fait des études de lettres et manquent ainsi du sens des réalités nécessaire sur le terrain dans ce domaine. Il a déclaré en substance qu'on traite les propriétaires fonciers de façon chicanière. Il souhaite qu'une adminis-

tration proche des préoccupations citoyennes et ayant le sens de la mesure, comme il était de coutume autrefois en Thurgovie, soit réintroduite dans ce service. Une fois de plus, il a été applaudi pour ses propos.

Les affaires statutaires ont été vite réglées. L'association est en bonne forme, les membres du comité s'entendent bien, le bilan est en ordre et il y a suffisamment de réserves. Le fait qu'on ait pu souhaiter la bienvenue au 2800<sup>e</sup> membre montre clairement que cette association possède un poids non négligeable.

Après un intermède musical présenté par le groupe féminin Ländler Schäläbii, le conseiller national Hans Egloff (président du HEV Suisse) a poursuivi le débat politique. Selon lui, la valeur locative représente un phénomène original, une absurdité. Cela n'existe dans aucun de nos pays voisins. La valeur locative favorise l'endettement puisque les intérêts hypothécaires sont fiscalement déductibles. Vu la situation politique actuelle, c'est là une erreur qu'il faut corriger. Grâce au frein à l'endettement, la Suisse se porte très bien, comparé au niveau international, et il a remercié nos pères politiques de cette invention. Il faut transformer le système fiscal de manière à ce que l'endettement perde son attractivité. Il a informé les auditeurs d'une nouvelle approche du HEV, selon laquelle les propriétaires disposeraient du droit de choisir s'ils veulent se faire imposer selon la valeur locative avec déductions des dettes ou renoncer aux déductions et se faire imposer sans valeur locative. Egloff, en tant que président, a affirmé qu'il ne se retirerait pas avant que la valeur locative soit supprimée.

(Traduction Horizons et débats)

## L'initiative populaire «Sauvez l'or de la Suisse» a déjà des effets

### Seulement 30% des réserves d'or se trouvent à l'étranger, dont rien aux Etats-Unis – L'armée doit être en mesure de protéger les réserves d'or

thk./me. Le 20 mars, l'initiative populaire fédérale «Sauvez l'or de la Suisse» a été déposée à la Chancellerie fédérale à Berne avec plus de 106 000 signatures. En 2014 environ, le peuple suisse décidera s'il veut que la vente des réserves d'or soit stoppée par la Banque nationale et que l'or de la Suisse soit ramené dans le pays. En outre, l'initiative demande qu'au moins 20% de la monnaie ait la couverture-or. Maintenant, Thomas Jordan, président de la Banque nationale, a donné son avis sur cette initiative lors de la réunion des actionnaires de la Banque nationale. A la surprise générale, il a révélé un secret longtemps gardé, à savoir les lieux de stockage des réserves d'or, dont 70% en Suisse, 20% en Grande-Bretagne et 10% au Canada. La Suisse possède 1040 tonnes d'or, selon les données officielles. Il est à remarquer – à supposer que la BNS soit honnête – qu'il n'y a pas de réserves d'or aux Etats-Unis. On respire profondément. Depuis deux ans environ, la «Deutsche Bundesbank» tente de voir et compter ses réserves d'or aux Etats-Unis, ce qui lui est refusé par les autorités américaines. Dans les années 90, la BNS a vendu environ 1000 tonnes d'or. Elles ont été classifiées par les responsables de l'époque comme «superflues du point de vue de la politique monétaire» et ont été vendues à prix cassé. Cela suite au différend «Suisse – Seconde Guerre mondiale», au cours duquel l'administration américaine sous Clinton et Bronfman, président du Congrès juif mondial, ont fait pression sur la Suisse et ont tenté – via la Commission Bergier – une attaque ciblée contre l'histoire suisse. Après cela, environ 1000 tonnes de réserves d'or ont été déclarées superflues et vendues. Apparemment, les responsables d'alors ont au moins eu le sang-froid de payer la rançon en vendant les stocks de réserves d'or détenus aux Etats-Unis. Ce n'est là qu'une hypothèse plausible. Mais revenons à l'initiative. L'exigence de l'initiative d'une couverture-or de 20% de la monnaie fait plus de difficultés à la Banque nationale. Cette dernière craint de ne plus pouvoir augmenter le total du bilan si facilement si elle devait être obligée d'acheter de l'or à chaque fois. Ainsi, selon

Thomas Jordan, la flexibilité de la BNS serait limitée et la fixation d'une limite inférieure du franc, telle qu'elle existe par rapport à l'euro, ne serait plus possible. Lukas Reimann, conseiller national et l'un des auteurs de l'initiative, ne comprend pas cette argumentation. «A l'origine, il y avait une couverture-or de 100%. Jusqu'en 1999, la couverture-or était de 40%, donc elle était plus haute que celle exigée par l'initiative. A l'époque, cela n'a pas limité la portée de la BNS, mais renforcé la Banque nationale et lui a donné plus de sécurité.» Aujourd'hui, les réserves d'or sont avant tout une bonne réserve pour notre monnaie. En fait, c'était ainsi. L'article 38, paragraphe 7 de l'ancienne Constitution fédérale (valable jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2000) stipulait: «Les billets émis doivent être couverts par l'or ou d'autres crédits à court terme.» Selon ces dispositions, 40% de la masse monétaire devait bénéficier de la couverture-or.

La crainte de Jordan, qu'une augmentation du total du bilan ne soit plus possible à cause de l'initiative, n'est pas justifiée selon les auteurs. Car si la Suisse devait acheter 100 milliards d'euros pour garantir la limite inférieure du franc, on pourrait acheter de l'or avec 20% de la somme en euros. D'après Lukas Reimann, le problème principal de la crise financière actuelle et de la menace d'une inflation est dû à une augmentation des bilans. «Au lieu d'agir de façon économe, on augmente les bilans de manière extrême.»

### Le succès

#### de la démocratie directe dans l'actualité

Tout cela démontre que les processus politiques peuvent être influencés par les possibilités de la démocratie directe et de l'initiative populaire en Suisse. Il faut de l'énergie et cela prend du temps, mais ça fonctionne. Longtemps avant la votation populaire, nous savons déjà et enfin où «notre or se trouve». Auparavant, des interpellations parlementaires ont rebondi en grand nombre. De nombreuses nations nous envient le privilège de pouvoir nous engager directement. Nous ne pouvons

## Si la Confédération envisage la dissémination de plantes génétiquement modifiées ...

### ... les associations d'apiculteurs exploiteront à fond les moyens démocratiques pour empêcher une légalisation



Robert Sieber

Chères apicultrices, chers apiculteurs, Souvent, les associations apicoles suisses ne sont pas perçues en tant qu'interlocuteurs respectés par la Confédération et l'Administration fédérale, quand il s'agit de thèmes

touchant aux abeilles; on omet de s'adresser à eux lors de consultations. Quand au moratoire sur les OGM (organismes génétiquement modifiés), qui expirera en 2017, c'est différent. Avec satisfaction, nous avons pu constater que nos interventions à cet égard ont porté leurs fruits et apaisées, en tant que représentante de nos associations, a été invitée à prendre position. Il va de soi que nous avons saisi cette occasion. Il y va de la survie de l'apiculture en Suisse, ni plus, ni moins. Pourquoi ces termes dramatiques?

Les plantes génétiquement modifiées contiennent des parts de matériel génétique d'autres organismes vivants. C'est ainsi que par exemple un bout de matériel génétique d'une bactérie est implanté dans une plante de maïs afin qu'il tue les parasites qui mangent de cette plante. Ce matériel génétique se trouve dans toute la plante, donc également dans le pollen que les abeilles rapportent à la ruche comme nourriture larvaire. Le pollen se trouve non seulement dans les produits faits de pollen, mais comme tout le monde le sait, aussi dans le miel.

Quel consommateur suisse achèterait encore du miel suisse, s'il lisait sur l'étiquette: «Peut contenir du pollen de plantes génétiquement modifiées»? Alors, il préférerait mettre directement le produit à prix cassé d'outre-mer dans son chariot.

La Suisse est un petit pays. Mais les abeilles couvrent, avec un périmètre de vol allant jusqu'à cinq kilomètres, une surface d'environ 80 km<sup>2</sup>. Même lors d'un déblocage partiel de

l'interdiction actuelle de cultiver des plantes génétiquement modifiées, il ne serait pratiquement plus possible de produire du miel sans OGM en Suisse. Une des motivations importantes de nombreux apiculteurs, produire du miel naturel, disparaîtrait. Ils renonceraient à l'apiculture. Suite à cela, la pollinisation de nombreuses plantes sauvages et plantes utiles serait hautement menacée en Suisse.

Dans de telles conditions, il n'est certainement pas surprenant que les comités des associations d'apiculteurs rejettent catégoriquement la culture de plantes génétiquement modifiées. Dans leur réponse à la consultation ([www.vdrb.ch/aktuelles/news/news/](http://www.vdrb.ch/aktuelles/news/news/)), on peut lire la déclaration suivante: «Si le Conseil fédéral envisage d'abandonner le moratoire et de légaliser les OGM, les associations d'apiculteurs, en collaboration avec d'autres organisations poursuivant les mêmes buts, exploiteront à fond les moyens démocratiques pour empêcher la légalisation.»

En clair, cela signifie que, si nécessaire, nous serions prêts à lancer une initiative populaire avec nos membres et d'autres opposants. Jusqu'à présent, dans l'histoire de notre association vieille d'un siècle, nous ne sommes encore jamais allés aussi loin. Mais en fin de compte, nous ne sommes pas les seuls concernés, il s'agit également de l'avenir de l'apiculture, des abeilles et de nos produits alimentaires. Au moins de ceux qui sont produits en Suisse. Et le miel suisse en fait partie.

Je pourrais aussi formuler la situation différemment. «Qui, s'il vous plaît, bénéficierait en Suisse de la légalisation de la culture de plantes génétiquement modifiées, à part quelques géants industriels?» Je me réjouis de recevoir des contre-arguments crédibles.

Cordialement votre

Robert Sieber, robert.sieber@vdrb.ch

Source: Schweizerische Bienen-Zeitung, mai 2013 (Traduction Horizons et débats)



# L'Allemagne ferait bien de réfléchir à sa politique fiscale au lieu de s'en prendre à ses voisins pacifiques

par Karl Müller

Tout Etat doit dépenser de l'argent pour couvrir les besoins du pays. Les revenus lui permettent de faire face à ces dépenses, notamment les impôts payés par la population du pays. Ceci est normal aujourd'hui et indiscutable. Il faut toutefois se demander quelles sont les obligations de l'Etat, donc quel est le montant de la somme qui lui revient et combien doivent payer les différentes catégories de citoyens et citoyennes.

En jetant un coup d'œil sur l'Allemagne (cf. tableau), on remarque que l'Etat allemand (Bund, Länder et communes) n'a manifestement pas eu toujours les mêmes tâches et que, depuis son existence après la Seconde Guerre mondiale (dans le tableau on voit d'abord l'ancienne République fédérale, puis à partir de 1990 le territoire intégré de l'ancienne RDA), le pays a profité de montants fiscaux fort inégaux. En observant les chiffres des années 1962 à 2013, on constate que les revenus de l'impôt par habitant, ajustés pour tenir compte de l'inflation (!) et le calcul étant fait en euros, ont passé de 3124 euros par an en 1962 à 7561 euros en 2013. Soit plus du double.

Mais quand les Allemands ont-ils eu véritablement un Etat après la fin de la Seconde Guerre mondiale? Est-ce celui de 2013, ou bien celui de 10 ans auparavant avec 6145 euros – donc avec plus de 1400 euros de moins par habitant? Peut-on penser que l'ancienne République fédérale en 1962 n'était,

en réalité, pas un Etat, parce que les citoyens ne payaient que peu d'impôts?

Il s'avère en tout cas que les recettes fiscales allemandes par habitant n'ont pas augmenté de façon linéaire, mais quand même constamment. Et il est donc compréhensible que la question de la fiscalité soit devenue un thème récurrent en Allemagne. On peut toutefois s'étonner que le débat ne soit pas mené par la population, laquelle estimerait que l'imposition est trop forte, mais au contraire par l'Etat, qui estime que les recettes fiscales sont trop peu importantes et que trop de monde ne paie pas son dû. Seuls ceux qui ne regardent pas les chiffres peuvent croire que l'Allemagne souffre d'un déficit de rentrées fiscales, parce qu'un certain nombre de contribuables du pays cherchent à se défilier. Il est aussi étonnant que le comportement de ces citoyens occupe tellement les gros titres des médias.

N'est-il pas grand temps de viser l'ensemble du problème et de poser des questions?

1. Y a-t-il des objections raisonnables à propos de la politique fiscale allemande actuelle?
2. Qui a intérêt à ce que le thème fiscal en Allemagne soit récurrent et qu'on ne se contente pas de s'en prendre à celles et ceux qui ne respectent pas les lois fiscales allemandes, mais qu'on attaque en même temps les autres pays?

## Recettes fiscales en Allemagne (Bund, Länder et communes)

Année	Millions d'euros	Millions d'euros (ajustés pour tenir compte de l'inflation)	Habitants (en millions)	Impôts par habitant en euros (ajustés pour tenir compte de l'inflation)
1950	10783	50216	51	985
1952	16992	78654	52	1513
1962	44166	178044	57	3124
1972	100726	305830	62	4933
1982	193627	355099	62	5727
1987	239622	387547	61	6353
1992	374128	545571	81	6735
1997	407577	510456	82	6225
2002	441705	517101	83	6230
2003	442238	510074	83	6145
2007	538243	586075	82	7147
2008	561182	597314	82	7284
2009	524001	543606	82	6629
2010	530586	545527	82	6653
2011	573353	584820	82	7132
2012*	601500	601500	82	7335
2013*	620000	620000	82	7561

Source: [http://de.wikipedia.org/wiki/Steueraufkommen\\_\(Deutschland\)](http://de.wikipedia.org/wiki/Steueraufkommen_(Deutschland));

\* Données selon l'estimation fiscale (Traduction Horizons et débats)

On trouve facilement une réponse à la première question. Oui, il y a nombre d'arguments contre la législation fiscale allemande; on les présente souvent, mais ils restent sans écho. Il suffit de constater que les recettes fiscales ne cessent d'augmenter, mais que par ailleurs les dettes publiques aussi (actuellement 2,3 billions d'euros – soit presque quatre fois plus élevés que la charge fiscale annuelle) – pour se poser la question de savoir ce que l'Etat a fait et continue de faire avec autant d'argent. Peut-on prétendre que ces surplus d'impôts ont amélioré la qualité de vie de la population et ont contribué au progrès social – ou plutôt, qu'il s'agit d'erreurs politiques?

La réponse à la deuxième question est plus délicate. De toute façon, on est interpellé quand des individus sont pris pour cible pour être dénoncés publiquement et anéantis politiquement avant même qu'un jugement fondé sur le droit soit rendu. Et que doit-on penser d'un candidat à la chancellerie allemande qui se déclare publiquement dans la ligne en proclamant que «parfois la cavalerie est meilleure que la diplomatie»? M. Steinbrück préconise-t-il sérieusement qu'il est préférable de déclencher une guerre plutôt que de négocier? Et tout cela, qu'on

Suite page 4

## Les données de la NSA américaine concernant les soi-disant paradis fiscaux – mais rien concernant le Delaware ou Miami

### Lettre adressée à la ministre autrichienne des Finances

Madame la Ministre, Votre prise de position concernant les «paradis fiscaux» se trouve aujourd'hui sur *Spiegel online*. Selon ces informations, vous évoquez principalement la situation en Grande-Bretagne concernant les «Trusts». J'ai pleine compréhension pour votre engagement dans ce sens. Cela fait sourire quand on prend connaissance de la raison du flot des données qui sont actuellement traitées par la «Süddeutsche Zeitung» et d'autres organes de presse. Selon ces informations, c'est un informateur qui aurait mis en mouvement un réseau journalistique inconnu de tous jusqu'à présent. Heureux celui qui croit cela. Comme d'autres personnes aussi, je ne connais qu'une seule organisation qui serait capable de rassembler une telle quantité de données sur une période de trente ans et plus! Elle est basée dans le Maryland et se nomme «National Security Agency» – cela est beaucoup plus plausible que ce que nous suggèrent les journaux et les informations en suggérant qu'il s'agirait d'une seule

personne. Il est également étrange que les paradis fiscaux étasuniens – tel l'Etat fédéral du Delaware ou Miami, la métropole de l'argent noir – ne soient pas évoqués. On semble préférer s'attaquer aux petits pays européens, pour dévier les flux de capitaux vers ces paradis fiscaux. Cela correspond aux accords de *Bâle II* et *Bâle III*, qui ont aussi pour effet de soumettre l'Europe continentale à un règlement auquel les Etats-Unis eux-mêmes ne veulent pas se soumettre. C'est une nouvelle forme d'«OTAN financière», où les véritables raisons du mécontentement populaire sont discréditées.

Dans ce contexte, il est réjouissant que vous mentionniez Londres. En Europe, tout le monde le sait, et il n'est même pas nécessaire d'engager la cavalerie. Espérons que vos propos, qui méritent tout notre soutien, n'arrivent pas trop tard. Ils correspondent tout à fait aux déclarations judiciaires et rafraîchissantes que vous avez émises notamment sur la chaîne de télévision 3sat.

Willy Wimmer, ancien secrétaire d'Etat, Jüchen (D)

## Le système fiscal allemand sur le dos de la classe moyenne

Les classes moyennes sont particulièrement sollicitées. Cela ressort clairement des chiffres suivants: en 1960, il fallait gagner 18 fois plus que la moyenne des revenus pour être placé dans la plus haute catégorie fiscale. Aujourd'hui il suffit de gagner 1,8 fois plus que la moyenne. [...]

Peu de responsabilité personnelle, pas de motivation, beaucoup de bureaucratie, c'est là une troïka qui est responsable des gémissements, même des citoyens modèles, quand ils entendent le mot «impôt». Il n'est donc pas étonnant que cela affecte la morale fiscale.

Source: «Tages-Anzeiger» du 25/4/13

## Le système fiscal allemand est mal accepté

Enfin un échange automatique des informations n'empêchera pas la fraude fiscale. Et c'est justement le problème du débat en Allemagne. La politique retombe constamment dans le même refrain, qu'il s'agisse de scandales d'argent non déclaré, ou de CD contenant des données fiscales: on exige plus de contrôles, des punitions plus dures pour les fraudeurs du fisc – et bien sûr une pression plus appuyée sur les soi-disant paradis fiscaux. On ne se rend pas compte que c'est l'acceptation du système fiscal par les citoyens qui contribue à une meilleure morale fiscale.

Source: «Tages-Anzeiger» du 25/4/13

«L'initiative populaire (Sauvez l'or ...)» suite de la page 2

que les encourager à développer ces instruments démocratiques avec intrépidité. Les citoyennes et citoyens se sentent plus à l'aise s'ils peuvent vraiment prendre part aux décisions politiques.

### Demandes en Allemagne et en Autriche au sujet de leur or

«Même les autres pays réalisent lentement ce qui se passe», dit *Luzi Stamm*, conseiller national et président du comité d'initiative: «En Allemagne aussi, on veut savoir où l'or se trouve, et on veut l'avoir à nouveau dans le pays. Néanmoins, on peut généralement dire que c'est dans le monde occidental que l'or se vend. A l'Est, il en va tout autrement, la Russie achète de l'or, les Chinois et d'autres pays asiatiques aussi.»

### Penser conséquemment jusqu'au bout

Nous pouvons être rassurés qu'il y a au moins 70% des réserves d'or en Suisse. Nous nous

sentons – un peu – mieux qu'il y ait seulement 20% à Londres et 10% au Canada.

Mais maintenant, l'armée doit également être en mesure de protéger ces réserves d'or en Suisse et les défendre en cas de nécessité. Nous ne sommes pas dans l'UE et nous avons fait mieux que les autres Etats. Nous devrions être prêts à partager nos expériences et à expliquer à d'autres nos chemins vers la paix intérieure et la prospérité économique, mais nous devons également être disposés et aptes à défendre ces biens. Il est nécessaire que les conformistes du Conseil fédéral révisent leur opinion, qu'ils soient respectés à nouveau, ou que l'on puisse les démettre de leurs fonctions le cas échéant. Il est tout aussi important de maintenir notre armée de milice, de la rendre à nouveau opérationnelle et de lui redonner du mordant. Ainsi, nous passerons de la question de l'or au scrutin suivant, à celui de l'initiative «Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire» du GSsA. Il devient évident que beaucoup de choses ont entre elles une relation qu'on ne découvre pas forcément au premier coup d'œil. •

Courrier  des lecteurs

## Stocker l'or suisse à l'étranger?

Le 21 juin 1941, six mois avant leur entrée en guerre, les Etats-Unis bloquèrent toutes les réserves d'or et tous les actifs des pays neutres. Ce fut un coup très dur pour la Suisse qui était en train de lutter pour survivre économiquement et qui était dépendante des actifs placés aux Etats-Unis pour payer ses importations d'outre-mer.

Actuellement, nous voyons que les Etats-Unis utilisent sans égards leur pouvoir économique contre la Suisse, afin de lui extorquer des changements de pratiques et de lois qu'ils n'imposent pas à leur propre secteur financier. Nous avons aussi été témoins du fait que des dirigeants de l'UE – eux-mêmes décrochés des petites gens, sans légitimation démocratique, mais très bien payés – ont pris possession sans vergogne des économies privées des simples

citoyens qui étaient jusqu'à présent sacrosaintes.

Suite à cela, chacun peut lui-même conclure, où il faut stocker la majeure partie des réserves d'or suisses.

Mais étant donné que nous n'avons plus d'armée dissuasive, il faut considérer qu'à moyen terme, si la situation s'aggrave, d'autres pays pourraient donner l'ordre à leur armée de nous forcer à nous soumettre à leurs désirs et d'aller chercher notre or. A deux reprises déjà, M. Steinbrück, le candidat à la chancellerie allemande, a avancé l'idée de faire sortir la «cavalerie» contre la Suisse récalcitrante. Si la situation en Allemagne s'aggrave sérieusement – et qui pourrait l'exclure – la distance entre l'idée et l'acte ne sera pas énorme.

Gotthard Frick, Bottmingen



# Les coopératives – une alternative à la création de l'homo œconomicus

par Eva-Maria Föllmer-Müller

La grande crise nous le montre: l'économisme néolibéral basé radicalement sur le marché, en particulier celui de la *Chicago School of Economics* (Milton Friedman) a échoué parce qu'il était erroné. Son idéologie est fondée sur la conception de l'homo œconomicus. Ce sont surtout les économistes de l'École de Chicago qui ont contribué à la propagation de la conception économiste, si limitée, dans tous les domaines de la vie et de la réalité toute entière (revendication de connaissances hégémoniques). Cette manière de voir réduit le comportement humain à une évaluation rationnelle de ses intérêts (utilitarisme). La conception de l'homo œconomicus réduit l'être humain à une créature qui n'aspire qu'à optimiser son propre intérêt ou avantage (à titre d'exemple: «amitiés stratégiques»). Dans cette conception, l'être humain a pour seule aspiration le profit, égoïste, sans responsabilité et tout à fait détaché de tout principe moral, du respect de nos semblables et de leur dignité. «Il s'agit de l'objectif pratique de décharger le plus possible les individus de tout principe moral pour qu'ils puissent vivre leur prétendu besoin d'optimiser leur avantage personnel.» (Peter Ulrich, 2008, p. 202, cité d'après Jochen Krautz 2012).<sup>1</sup> «La logique du marché devient la logique de la vie.» (loc. cit.) Aujourd'hui, nous retrouvons cet économisme à peu près dans tous les domaines de la vie, à savoir, l'économie, la santé publique, la famille, la religion, l'éducation, les sciences, la psychologie, la psychiatrie ...

## Les coopératives – une voie pour sortir de la crise économique

Des économistes, des cadres de banques et d'instituts financiers internationaux reconnaissent maintenant ouvertement l'échec de la conception néolibérale de l'économie avec sa conception erronée de l'être humain.<sup>2</sup>

Beaucoup d'économistes et de spécialistes en éthique économique s'écartent de la conception de l'homo œconomicus et remettent le bien-être de l'être humain et le bien commun au centre de leur réflexion. Ils ne considèrent pas l'être humain comme machine économique mais comme personne capable d'agir et de prendre des décisions. Ce sont les êtres humains et non pas les vecteurs du marché qui déterminent le système économique.

En considérant différents systèmes économiques et sociaux, on constate que le système de coopératives est profondément imprégné de cette conception de l'homme. En effet la conception de l'être humain en tant que personne fait partie du système de

ef. Les coopératives représentent une possibilité de gérer l'économie ensemble. Mais il y a aussi des entreprises familiales, des entreprises gérées de personne à personne, des PME etc. qui reposent sur des bases similaires.

### La conception personnaliste de l'être humain

ef. La vision personnaliste de l'être humain le considère comme être fondamentalement social, épanouissant sa personnalité dans et par la société; il n'est pas simplement le produit de ses dispositions et de l'environnement, mais il dispose d'une activité créatrice propre, il est doué de raison et capable d'éthique. L'homme est capable de créer une culture et d'établir des valeurs morales.

La conception personnaliste s'oriente d'après les valeurs chrétiennes respectant le droit naturel et selon les idées des Lumières fondées sur le droit naturel et accordant des droits individuels au particulier. Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, des représentants de l'École de Salamanca ont développé, sur la toile de fond de la conquête de l'Amérique latine par les Espagnols et les Portugais, un «droit naturel international». Cela sonne la fin du concept juridique moyenâgeux. Ainsi l'École de Salamanca introduit pour la première fois la notion de la souveraineté du peuple.

Les valeurs du droit naturel sont également confirmées par la psychologie personnaliste. Lors du V<sup>e</sup> congrès «Oui à l'éthique: la dignité humaine», Feldkirch 1997, *Anne-Marie Buchholz-Kaiser* aborde, dans sa contribution «Personale Psychologie – Der Beitrag von Psychologie und Pädagogik zur Menschenwürde» [Psychologie personnaliste – la contribution de la psychologie et de la pédagogie à la dignité de l'homme], la question de savoir comment un sentiment de responsabilité social et des liens entre les humains peuvent se développer. Elle écrit: «La moralité ne doit pas être imposée à l'homme: elle a ses racines dans l'empathie qui se développe dans le cadre d'un attachement positif de l'enfant à sa première personne de référence. La formation de la conscience, un comporte-

ment éthique et le sentiment moral, prenant ici leur origine, sont fondés [...] dans la nature humaine. L'empathie et la compassion rendent l'être humain capable de peser les conséquences de ses actes pour ses prochains et l'amènent à se comporter de manière socialement responsable.»

Le fondateur de la psychologie individuelle, *Alfred Adler*, a désigné la socialité de l'être humain par la notion du «Gemeinschaftsgefühl». Le «sentiment de communauté» est la notion-clé de sa doctrine. Pour Adler la compassion humaine est la structure de base de l'existence de l'homme. L'homme est un être social parce qu'il n'est capable de vivre qu'en communauté et parce qu'il peut atteindre la réalisation personnelle, l'accomplissement de soi-même et la satisfaction seulement en coopérant avec les autres. L'être humain peut se réaliser uniquement en communauté et en collaboration avec ses semblables. Ceci d'abord à cause de son imperfection biologique et en raison de la dépendance et de la non-autonomie qui en résultent. L'homme ne peut assumer les tâches garantissant sa survie qu'en s'associant avec d'autres humains, en répartissant le travail et en coopérant. Le sentiment de communauté, l'instinct social est donc un fait biologique. Toutes les performances culturelles, comme par exemple le développement de la langue, sont nées sur la base du sentiment de communauté. La coopération, la solidarité et le principe d'entraide sont constitutifs pour le développement du sentiment de communauté et pour le progrès social de l'humanité. Ainsi la compassion devient le vrai sens de la vie. Toute forme de recherche de pouvoir ou de despotisme est diamétralement opposée au sentiment de communauté et devient fatal aux êtres humains.

coopératives dès ses débuts. *Helmut Faust* a écrit un livre qui vaut la peine d'être lu «Die Geschichte der Genossenschaftsbewegung» [L'histoire du mouvement coopératif] (3<sup>e</sup> édition 1977). Il y décrit le début d'associations coopératives, précurseurs des coopératives modernes, comme début de la

ef. De même dans le domaine de l'enseignement, la conception économiste est entretemps ouvertement critiquée, et le modèle de formation axé sur la conception personnaliste, la démocratie et les droits humains redevient matière à réflexion. Ainsi *Jochen Krautz* écrit, dans son article intitulé «Bildungsreform und Propaganda» [Réforme de l'éducation et propagande] (2013): «Dans une république, l'éducation doit rendre tout citoyen, indépendamment de la notion de possession, capable de penser et agir de manière autonome et responsable pour

civilisation et de la culture de l'humanité en général: «Depuis que les êtres humains peuplent la terre, lorsqu'il s'agit de répondre à des besoins économiques ou autres, dépassant les forces de l'individu, ils se sont réunis en groupes ou en communautés. L'évolution du genre humain, des ténèbres de l'état natu-

quel il puisse se déterminer lui-même au sein de la communauté.» Et plus loin: «L'éducation dans les écoles publiques sert [...] à la réalisation de la personnalité en vue du bien commun, donc dans une orientation axée sur la paix, la liberté et la justice.»

Jochen Krautz démontre dans son analyse comment, ces dernières décennies, on nous a imposé une conception économiste de l'enseignement par la propagande et par différentes organisations internationales, telles que l'OCDE, et comment nous avons laissé faire.

rel vers la lumière de la civilisation et de la culture n'a été possible que grâce à l'association d'êtres humains entre eux, et à la socialisation progressive basée sur la répartition du travail.» (p. 17) Ce qui est commun à toutes les coopératives depuis les premiers temps, c'est que leur sens «ne s'épuise pas dans la promotion économique des membres, mais se manifeste également dans l'accomplissement de tâches culturelles.» (p. 9) Le principe de la coopération est fondamental: «se réunir dans une communauté pour s'entraider, c'est l'idée-même et le sens de la pensée coopérative. Bien qu'elle corresponde tout à fait à la nature humaine, c'est dans sa réalisation que s'accomplit l'ethos le plus élevé auquel les êtres humains peuvent aspirer.» Le principe coopératif ne se réfère donc pas uniquement aux besoins matériels et économiques mais comprend l'humain tout entier. Il est une constante fondamentale de l'anthropologie.

La coopérative est la forme originelle de l'activité communautaire, de l'entraide, du partage des responsabilités et de l'autogestion. Elle est portée par l'objectif commun auquel les participants s'orientent et qu'ils développent dans un échange continu. Le but d'une coopérative réside toujours dans la défense optimale d'une cause commune. Les formes peuvent varier, le but cependant doit toujours servir le bien commun. Les coopératives doivent être gérées soigneusement dans leur organisation interne – sur un pied d'égalité, honnêtement, dignement et humainement. Cela pose des exigences éthiques élevées à tous les membres. Celui qui veut exercer une fonction de direction doit avoir fait ses preuves dans la vie démocratique.

L'attitude intérieure se reflète dans des actions justes et solidaires, la volonté d'assumer des responsabilités sociales et de prendre soin des autres. Pour cela il faut de l'ouverture d'esprit, un sentiment d'appartenance, intelligence et fidélité.

Que les coopératives correspondent en quelque sorte à un «principe anthropologique» se manifeste aussi dans le fait que cette forme d'économie s'est développée partout dans le monde et a été, jusqu'à aujourd'hui, couronnée de succès.<sup>3</sup>

Dans la Confédération suisse cette forme de vie et d'économie a aussi fait son chemin en politique: il s'agit des expériences des *Markgenossenschaften* alémaniques [paysans libres organisés en communauté pour exploiter le sol] qui ont trouvé leur expression dans le pacte fédéral de 1291. Ainsi le principe coopératif a été présent en Suisse déjà lors du premier pacte fédéral de 1291. En tant que base pour la sécurité et le bien-être, il continue d'exister au sein de la Confédération suisse depuis 1848. Lorsqu'on lit le pacte de 1291, on constate que son contenu «un pour tous – tous pour un», ou exprimé autrement «Miteinander – Füreinander» [ensemble – les uns

Suite page 5

### «L'Allemagne ferait bien de ...»

suite de la page 3

en prenne note, contre la Suisse, notre pays voisin pacifique!

Nos politiciens planifient-ils déjà les possibilités de ramasser des milliards d'euros pour toutes sortes d'engagements tels que le MES, les emprunts pourris de la BCE ou l'«union bancaire» de l'UE prévue?

### «... parce qu'ils font plus confiance au franc et à une banque suisse qu'à l'euro et à la Deutsche Bank»

Il semble qu'on ait trouvé, avec la Suisse, un bouc émissaire parfait, qui endosse toutes les erreurs commises et les négligences. On entend par là les systèmes fiscaux injustes, peu transparents, mais aussi une politique industrielle fautive, voire absente. [...] Les grandes et petites fuites vers la Suisse [...] n'ont pas leur origine dans la Confédération, mais bien dans la périphérie européenne. Il est vrai que des conseillers bancaires suisses ont élaboré des modèles permet-

tant d'économiser des impôts pour des clients allemands, mais ils n'ont pas volé leur argent pour le transférer à Zurich. Tous ces dentistes, avocats et autres personnes de la classe moyenne sont venus spontanément. Et pas seulement pour se soustraire au fisc, mais souvent parce qu'ils font plus confiance au franc et aux banques suisses qu'à l'euro et à la Deutsche Bank.

Source: «Süddeutsche Zeitung» du 26/4/13

posée à accepter la revendication de mise au jour des données bancaires des clients étrangers en Autriche, c'est-à-dire à accepter une espèce d'«échange automatique des informations».

Les services secrets américains livrent-ils des données pour contribuer à un système fiscal européen plus juste? Ou bien les États-Unis auraient-ils intérêt à ce que les fortunes ne soient plus déposées en Europe ou dans d'autres continents, mais seulement là où il y a d'autres «paradis fiscaux», c'est-à-dire aux USA, dans leur pays même? Y aurait-il encore un autre intérêt, soit celui de provoquer le désordre et l'insatisfaction en Europe, afin de mieux mettre la main sur cette Europe et de rester ainsi la «seule superpuissance» dans le monde?

Chaque pays, chaque gouvernement, chaque parlement est responsable de fixer ses impôts de telle façon que cela réponde à la volonté de sa population. Lorsque les citoyens sont contraints de payer toujours plus d'impôts, sans que cela serve au bien-être de la population, lorsque les citoyens n'ont aucune influence quant au volume de ces impôts, lorsqu'on tente de diviser les

citoyens par des campagnes et des ennemis désignés, et lorsqu'on fait se révolter les citoyens contre d'autres pays et d'autres peuples en s'appuyant sur le thème des impôts, alors il y a beaucoup de choses qui ne vont pas bien du tout. •

### Le secrétaire général du FDP allemand fait référence à la bataille de Morgarten

Le secrétaire général du FDP *Patrick Döring* a passé à l'offensive sur *Twitter*: «Je croyais que nous Allemands avions appris à miser davantage sur la diplomatie que sur la cavalerie! *Steinbrück* a tort.» Puis, il rappelle l'histoire européenne à ce membre du SPD. «L'histoire nous enseigne qu'engager la cavalerie contre la Suisse, peut aller de travers», écrit-il en évoquant la bataille de Morgarten. Elle eut lieu le 15 novembre 1315 – et les Confédérés remportèrent la victoire sur la maison des Habsbourg.

Source: «Die Welt» du 23/4/13



### La coopérative comme fondement du modèle de paix suisse

«Dans notre plus ancienne démocratie et dans les autres qui sont encore existantes, il ne faut pas non plus oublier le sens original des mots. A l'origine, le terme Confédération signifie de manière contraignante une communauté d'êtres humains, qui s'est promis solennellement de s'assister mutuellement et d'organiser sa vie politique en commun. Voilà la raison pour la première, l'éternelle alliance, et cela reste son meilleur fondement. L'ordre étatique n'a jamais été un but en soi ou même l'objet d'un culte, mais il a toujours existé pour l'être humain.»

Georg Thüerer. *Persönlichkeit und Volksgemeinschaft im eidgenössischen Bundesleben, 1949. In: Gemeinschaft im Staatsleben der Schweiz. Haupt-Verlag 1998, p. 146*

«La Coopérative relie ses membres sur la base des trois «auto»: auto-assistance, auto-administration et auto-responsabilité. Celui qui en fait partie n'est pas un sujet mais propriétaire à part égale et participant. Lors des réunions, il possède le même droit de vote et d'éligibilité, contrairement aux anciens

ordres, qui dotaient les riches et les nobles d'un droit de vote plus étendu que ceux qui étaient politiquement moins fortunés, à l'instar des sociétés par actions de l'économie capitaliste moderne qui octroient aux propriétaires de gros paquets d'actions davantage d'influence sur les décisions qu'aux détenteurs d'un petit nombre d'actions. La personnalité, voire la dignité de l'homme, est préservée au sein de la coopérative. Le membre individuel a toujours été membre à part entière.»

Georg Thüerer. *Die Genossenschaftsidee im schweizerischen Staat, 1977. p. 193*

«La Confédération est, comme le dit son nom, empreinte de l'esprit de la coopérative. La liberté représentait au temps de sa fondation autre chose qu'aujourd'hui. Elle était partie intégrante de la coopérative. Les Confédérés ne défendaient pas le «droit de l'homme» à la liberté mais l'indépendance de leurs petites communautés, dans lesquelles cependant chaque personne était mise en valeur. La légende de la fondation

ainsi que la tradition historique comprend les deux: l'esprit de la cohésion coopérative et l'importance décisive de l'acte individuel ou de l'idée personnelle. C'est cette tradition coopérative qui a rendu possible qu'il y ait moins de couches privilégiées qu'ailleurs, à qui l'on aurait remis l'exécution des tâches publiques, telle la classe des «politiques», des cadres militaires ou des «érudits». Dans la coopérative, chacun porte la responsabilité pour tous. Aucun domaine ne doit être mis hors de la responsabilité de la communauté. L'esprit de la coopérative d'origine se poursuit sous les formes connues de la Suisse moderne: dans la démocratie directe, dans le système de concordance, dans la collégialité au sein des autorités, dans le maintien du fédéralisme. Quand on est questionné au sujet de l'esprit national suisse, on peut le mieux l'expliquer par le fait que toute la vie est soutenue par le petit cercle de la famille, de la commune, de la région.»

Wolfgang von Wartburg (Ed.), *Wagnis Schweiz. Die Idee der Schweiz im Wandel der Zeit, Novalis. Schaffhouse 1990, p. 24 sq.*

### Benoît XVI a exigé un nouveau regard sur l'économie

Dans son message pour la célébration de la Journée mondiale de la Paix de cette année, l'ancien pape Benoît XVI a demandé «un engagement renouvelé et collectif pour la recherche du bien commun, du développement de tous les hommes et de tout l'homme». Il voit les causes des tensions et des conflits dans les inégalités croissantes entre riches et pauvres, et également dans un capitalisme financier sans régulation (libéralisme économique radical) avec sa mentalité égoïste et individualiste. Benoît XVI a souligné qu'il fallait aujourd'hui un nouveau regard sur l'économie: au-delà de toute maximalisation du profit et de la consommation, dans une optique individualiste et égoïste, il met au centre la réalisation du bien commun dans tous les domaines de la vie humaine, ainsi qu'une politique «qui ait le souci du progrès social et de l'universalisation d'un Etat de droit démocratique».

### «Les coopératives – une alternative ...»

suite de la page 4

pour les autres], est profondément imprégné de l'esprit du système de coopératives, ainsi que l'a exprimé le président de la Confédération Ueli Maurer dans son discours de Nouvel an. Ce serait une tâche gratifiante pour un historien de montrer comment la démocratie directe s'est développée au courant de 700 ans d'histoire à partir de différents types de coopératives dans les communes, les cantons et au sein de la Confédération.

#### 2012:

#### L'année internationale des coopératives

Combien l'idée des coopératives est d'actualité, justement de nos jours, apparaît dans la Résolution A/RES/64/136 des Nations Unies. Avec cette résolution l'Assemblée générale de l'ONU a décidé de déclarer l'année 2012 *Année internationale des Coopératives (International Year of Cooperatives, IYC)*. Ainsi, l'importance du modèle de coopératives a atteint le plan mondial et l'attention a été attirée sur son importance économique et sociale: les coopératives baissent le taux de pauvreté, créent des emplois et encouragent l'intégration sociale. L'ONU veut aussi convaincre les gouvernements de créer un environnement propice à la croissance et la formation de nouvelles coopératives. Les Etats sont tenus de créer une législation garantissant aux coopératives les mêmes conditions de départ qu'aux autres entreprises commerciales et sociales. Dans le cadre de l'ONU est paru la troisième édition revue et corrigée du *Guide de législation coopérative («Guidelines for Cooperative Legislation»)*. Editée par l'Organisation internationale du travail OIT. Ce guide donne des directives et des conseils lors de la création d'un environnement propice au développement des coopératives à l'échelle nationale, régionale et internationale.

D'après les indications de l'ONU, il existe dans le monde 800 millions de coopérateurs dans plus de 100 pays; plus de 100 millions d'emplois sont fournis par des coopératives. La moitié de la population mondiale – d'après l'estimation de l'ONU – trouve les bases de son alimentation dans des coopératives. Des coopératives de crédit, des coopératives rurales et commerciales contribuent à stabiliser les cycles économiques régionaux et à favoriser l'emploi local.

Affirmations clés de l'ONU au sujet des coopératives:

- Les entreprises coopératives appartiennent aux membres, servent les membres et sont dirigées par les membres.
- Les coopératives encouragent les gens.
- Les coopératives améliorent les conditions de vie et favorisent l'économie.
- Les coopératives permettent un développement durable.
- Les coopératives font avancer le développement rural.
- Les coopératives équilibrent à la fois la demande sociale et économique.
- Les coopératives soutiennent les principes démocratiques.
- Les coopératives représentent un modèle d'entreprise durable pour les jeunes.

(Source: [www.social.un.org](http://www.social.un.org). Traduction Horizons et débats)

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a déclaré lors de l'Année internationale des coopératives 2012: «Les coopératives rappellent à la communauté internationale qu'il est possible d'agir en chef d'entreprise et avoir de la responsabilité sociale.» «Lors de l'Année internationale des coopératives actuelle, j'encourage toutes les personnes concernées et intéressés d'encourager la conscience de ce travail et de soutenir les coopératives partout. A travers leur service pour la dignité humaine et la solidarité globale, les coopératives sont irremplaçables pour un monde meilleur.»

José Graziano da Silva, directeur général du FAO, a annoncé publiquement dans sa prise de position lors de la *Journée mondiale de l'alimentation 2012: Les coopératives agricoles – clés de l'alimentation mondiale*.

### Des coopératives pour le combat mondial contre le chômage des jeunes

En novembre 2012 a eu lieu à New York la manifestation de clôture de l'Année internationale des coopératives 2012 sur le sujet de «La promotion des coopératives après 2012». L'année internationale doit entamer le début d'une «Décennie des coopératives». La jeunesse y joue un rôle important. Au premier plan se posait la question de savoir comment mieux intégrer la jeunesse dans les coopératives. En plus de la sécurité alimentaire, on considère que la création de coopératives est importante pour baisser le chômage des jeunes et plus généralement pour le développement social. De 2002 à 2007, le chômage des jeunes a baissé progressivement sur le plan mondial. Cela a changé d'un coup avec la crise financière mondiale, depuis 2007, le chômage des jeunes a recommencé à augmenter. Cette montée rapide, avant tout dans les années 2008/09, a détruit beaucoup de ce qui avait été atteint auparavant. Aujourd'hui, on compte environ 75 millions d'adolescents au chômage dans le monde. C'est une augmentation de plus de 4 millions depuis 2007: un défi bien plus grand, cependant, représentent les «working poor» (personnes pauvres malgré un emploi). L'Organisation internationale du travail (OIT) estime qu'actuellement 152 millions d'adolescents doivent vivre avec moins de deux dollars par jour. (*OIT Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013*).

Que des adolescents s'engagent dans une entreprise ou organisation coopérative, représente un moyen important pour faire face à ce défi.

Comme les coopératives appartiennent aux membres et sont des entreprises proches des communes, celles-ci peuvent encourager les jeunes gens à fonder eux-mêmes des entreprises. En créant leurs propres entreprises, adaptées aux besoins locaux, les jeunes entrepreneurs stimulent le développement économique de leurs communes et élargissent en même temps leurs propres compétences et techniques. Ce faisant, les coopératives contribuent considérablement à la prévention et à l'élimination de la pauvreté. Elles créent des réseaux de sécurité sociale et valorisent la jeunesse.

Il a été souligné que la jeune génération et la génération aînée ont besoin l'une de l'autre. La jeune génération veut être prise au sérieux et écoutée. La génération aînée, riche de son expérience, a un rôle important à jouer auprès de la jeune génération. Le dialogue entre les générations est indispensable. Le respect qu'on témoigne à l'autre personne est important. La confiance s'en suivra. Il est important de s'écouter mutuellement et d'être prêt à apprendre. Il a également été souligné qu'il fallait être courageux, sans avoir peur de faire des erreurs. Coopération vaut mieux que concurrence.

<sup>1</sup> Jochen Krautz «Bildungsreform und Propaganda» in: Sonderheft «Demokratie setzt aus» der Vierteljahresschrift für wissenschaftliche Pädagogik 2012, p. 86–128.

<sup>2</sup> cf. Joseph E. Stiglitz «Le Triomphe de la cupidité», Editions Liens qui libèrent, 2010; Rencontre au sommet de l'Assemblée générale de l'ONU du président d'alors Miguel D'Escoto Brockmann, entre autres, avec J. Stiglitz, *Horizons et débats* n° 28, 2009 et n° 30, 2011; «Lettre ouverte aux citoyens», signée par 270 économistes; Basler Manifest zur ökonomischen Aufklärung, novembre 2011; «Neue Zürcher Zeitung» du 16/1/13 «Der Homo oeconomicus hat ausgedient. Weg mit ihm!».

<sup>3</sup> cf. Elinor Ostrom «Die Verfassung der Allmende: jenseits von Staat und Markt», Mohr, Tübingen 1999.

### La conception personnaliste de l'homme dans la loi et dans le droit international

ef. La conception personnaliste se retrouve dans la Loi fondamentale allemande: «La dignité de l'être humain est intangible. Tous les pouvoirs publics ont l'obligation de la respecter et de la protéger» (art. 1) et «Chacun a droit au libre épanouissement de sa personnalité pourvu qu'il ne viole pas les droits d'autrui ni n'enfreigne l'ordre constitutionnel ou la loi morale. (art. 2(1)) ainsi que «Tous les êtres humains sont égaux devant la loi» (art. 3(1)). Le Tribunal constitutionnel fédéral le formule comme suit: «La conception de l'homme de la Loi fondamentale n'est pas celle d'un individu souverain isolé. La Loi fondamentale définit plutôt l'opposition entre l'individu et la collectivité comme impliquant que la personne est en rapport avec la collectivité, qu'elle lui est liée, sans que la collectivité porte atteinte à sa valeur intrinsèque.» Dans

la *Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU*, contenant le fond de l'éthique de toutes les cultures du monde, est écrit: «Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.» (art. 1) et «Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. [...] (art. 7). Et dans la *Charte de l'ONU (préambule)* on peut lire: «Nous, peuples des Nations Unies – résolu [...] à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, [...] et à ces fins à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage [...]»

### Coopératives dans le monde entier

On estime qu'un milliard de personnes dans le monde sont membres de coopératives. En 2008, les 300 principales coopératives représentaient un chiffre d'affaires cumulé de 1100 milliards de dollars, un chiffre qui correspond au PIB de la dixième économie mondiale – le Canada – et atteint presque la taille de l'économie d'un pays comme l'Espagne.

- Au Kenya, la part de marché des coopératives est de 70% pour le café, 76% pour les produits laitiers, 90% pour le pyrèthre et 95% pour le coton.

- Au Brésil, les coopératives comptent pour 40% du PIB agricole et 6% du total des exportations du secteur agroalimentaire.
- En Bolivie, un tiers de la population sont membres de coopératives (Fairmining, Fairtrade).
- Au Kenya, 924 000 agriculteurs tirent un revenu de leur adhésion à une coopérative agricole. Ils sont quelque 900 000 en Ethiopie et environ 4 millions en Egypte.

Source: [www.fao.org](http://www.fao.org)

Les coopératives ne travaillent pas toutes de la même façon. Mais la plupart des coopératives suivent les sept principes coopératifs. Ils constituent les lignes directrices qui permettent aux coopératives de mettre leurs valeurs en pratique.

- Adhésion volontaire et ouverte à tous
- Pouvoir démocratique exercé par les

- membres (un membre – une voix)
- Participation économique des membres
- Autonomie et indépendance
- Education, formation et information
- Coopération entre les coopératives
- Engagement envers la communauté

Source: [www.ilo.org](http://www.ilo.org)

# Afghanistan – l'histoire se répète

## D'étonnantes parallèles entre la guerre actuelle et celle des années 1840

par William Dalrymple\*

Le dix mars dernier, *Hamid Karzai*, président de l'Afghanistan, a choqué les dirigeants occidentaux en expliquant que les attaques récentes démontraient que les Talibans étaient «à la solde des Américains». Par conséquent, les terroristes conspiraient avec les Etats-Unis pour semer le chaos, avant que les Américains ne commencent le retrait de leurs troupes, envisagé pour l'année 2014. Les dirigeants américains et européens confus, s'étonnèrent vu le sanglant tribut et les sommes gigantesques versées afin de protéger le gouvernement Karzai.

Pourtant pour tous ceux qui ont étudié l'histoire afghane, les raisons pour lesquelles Karzai offusquaient les puissances étrangères, étaient assez claires. Dans un communiqué de presse, publiée par les Talibans le 18 mars et qui n'avait pas trouvé d'écho dans les médias occidentaux, on expliquait, en citant le chef afghan en exil à l'époque et qui fut réinvesti comme roi, en 1839, par les Britanniques: «Chacun sait comment Karzai a été amené à Kaboul et investi sur le trône du *Shah Shuja* sans aucune protection. [...] Ainsi, ce n'est pas étonnant que les soldats américains se moquent de lui et l'offensent parce que cela fait partie de la vision du monde des conquérants qui, à la fin, le méprisent [...] et le punissent de cette façon pour sa servitude.»

Les Talibans, involontairement, retournent le fer dans la plaie du facteur clé de la psychologie de Karzai. Toujours est-il que Karzai, dans sa qualité de chef de tribu des *Popalzai*, est le descendant en ligne directe de la tribu du *Shah Shuja ul-Mulk*, soigneusement choisi comme chef par les Anglais. Il devait parachever, lors de la première tentative de l'Occident au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le changement de régime.

Pendant que les Etats-Unis se préparent à quitter l'Afghanistan, l'histoire se répète bien qu'en Occident il y ait peu de personnes à s'en rendre compte. On a bien oublié les détails de l'histoire coloniale ayant contribué à semer la haine des Afghans envers la

domination étrangère – les Afghans, eux, ne les ont pas oubliés.

Aujourd'hui en Afghanistan, le *Shah Shuja*, est blâmé comme étant une marionnette de l'Occident. L'homme qui, en 1842, a vaincu les Anglais, *Wazir Akbar Khan*, et son père, *Dost Mohammed*, sont regardés comme héros nationaux. Karzai, sachant cela, tout le long de sa carrière, du coup a été un allié difficile, toujours prêt à mettre en relief les différences entre lui-même et ses commanditaires ce qui l'a fait paraître, aux yeux des autres, comme quelqu'un qui est en train de scier la branche sur laquelle il est assis.

En 2001, les hauts fonctionnaires des Talibans demandèrent à leurs jeunes combattants: «Voulez-vous qu'on se souvienne de vous comme fils de *Shah Shuja* ou comme fils de *Dost Mohammed*?» Au moment de la prise de pouvoir par le leader des Talibans, *Mullah Omar* prit, avec intention, *Dost Mohammed* comme modèle. Comme lui, il prit l'habit saint du prophète *Mohammed* dans le reliquaire de *Kandahar*, le mit pour proclamer le *Djihad* – une reconstitution historique voulue dont l'importance a été comprise, tout de suite, par tous les Afghans.

Les parallèles entre la guerre actuelle et celle des années 1840 sont étonnantes. Il y a les mêmes rivalités tribales, les mêmes combats aux mêmes endroits, dans les habits de drapeaux neufs, d'idéologies nouvelles et de nouvelles marionnettes politiques. Les mêmes villes sont agressées depuis les mêmes collines et les mêmes cols, les mêmes villes sont occupées par des troupes étrangères parlant les mêmes langues.

Le *Shah Shuja* n'était pas seulement de la même sous-tribu *Popalzai* comme Karzai, mais aussi ses adversaires principaux étaient les *Ghilzais* représentant aujourd'hui la masse des fantassins des Talibans. *Mullah Omar* est *Ghilzai*, comme l'était *Mohammad Shah Khan*, le résistant, commandant le massacre de l'armée britannique en 1841.

Les mêmes problèmes moraux, qu'on discute aujourd'hui, dans les diverses rubriques des journaux, ont été les sujets de la correspondance des fonctionnaires britanniques lors de la première guerre en Afghanistan. Est-ce que des troupes étrangères devaient essayer «de faire avancer les intérêts de l'humanité»? Et s'investir pour des réformes sociales en interdisant des traditions comme la lapidation de femmes adultères? Devaient-elles essayer de réformer les lois anti-blaspématrices et d'introduire les idées politiques occidentales?

Ou est-ce qu'on devait se contenter d'administrer le pays sans inciter à l'agitation?

Ainsi, à la veille de l'invasion de 1839, le grand «maître-espion» britannique, *Claude Wade*, avertissait: «Je pense qu'il faut se méfier surtout de la confiance sans bornes avec laquelle nous regardons la prééminence de nos propres institutions, et aussi de nos efforts pour les introduire dans un nouveau terreau inconnu.» Dans ces débuts de la critique des encouragements à la démocratie, il concluait: «Une telle ingérence mènera toujours à des disputes féroces, si ce n'est pas même à des réactions violentes.»

Pareil à l'incapacité anglaise de gérer la révolte afghane de 1841/42 due aux erreurs de gestion et à la fin des relations entre l'ambassadeur anglais et le *Shah Shuja*, les rapports tendus entre les dirigeants de l'OTAN et Karzai représentent un facteur essentiel pour l'échec de l'Amérique lors des derniers imbroglios.

L'Afghanistan est si pauvre que l'occupation ne peut être financée par des revenus issus de sources naturelles ou par les impôts. Aujourd'hui, les Etats-Unis, par an, dépensent plus de 100 milliards de dollars pour l'Afghanistan: il revient plus cher aux Etats-Unis d'entretenir les bataillons de la marine dans deux districts du Helmand que l'ensemble de l'aide militaire et au développement qu'ils donnent à l'Egypte. Et encore, la décision prise de retirer les troupes dépend de facteurs ayant très peu d'importance pour l'Afghanistan, mais de la mau-

vaïse situation économique et des humeurs politiques chez soi.

L'histoire ne se répète jamais exactement et il y a toujours des différences importantes entre ce qui se passe aujourd'hui en Afghanistan et ce qui s'y est passé dans les années 1840. Au centre de la résistance, il n'y a pas de personnage unificateur reconnu par tous les Afghans comme symbole de légitimité et de justice. *Mullah Omar* n'est pas *Dost Mohammed* ou *Wazir Akbar Khan*, et les tribus ne se sont pas réunies derrière un seul chef comme c'était le cas dans les années 1840.

De plus, les objectifs des révoltes conservatrices et défensives voulant mettre fin à la domination coloniale étaient très différents de ceux des Talibans d'aujourd'hui, qui veulent chapeauter les différentes cultures religieuses de l'Afghanistan par une idéologie wahhabite importée. Et ce qui est le plus important, c'est que Karzai a essayé d'établir un gouvernement démocratique, embrassant une large majorité, qui, malgré ses défauts et la corruption immense est de loin plus représentatif et respecté qu'il ne l'était jamais le régime du *Shah Shuja*.

Karzai a grand intérêt à tirer les bonnes leçons des échecs de ses ancêtres. En janvier, en Inde, à la sortie de mon livre, il en a acheté un exemplaire et il l'a lu. «Nos soi-disant alliés actuels se comportent de la même façon que l'ont fait les Britanniques face à *Shah Shuja*», m'a-t-il dit. Ils ont raté l'occasion que le peuple afghan leur a offerte.»

Karzai pense que *Shah Shuja* n'a pas assez mis l'accent sur son indépendance, et il a fait comprendre qu'il agirait durant sa dernière année de gouvernement de telle façon que personne ne se souviendra jamais de lui comme la marionnette de quelqu'un.

Source: *IHT Sunday Review* du 13/4/13

(Traduction *Horizons et débats*)

\* *William Dalrymple* est l'auteur du livre «Return of a King: The Battle for Afghanistan, 1839–42», récemment paru.

# Afghanistan – une comparaison entre la guerre de l'Union soviétique de 1979 à 1989 et l'occupation par les Etats-Unis de 2001 à 2014

par Albert Stahel, Institut für strategische Studien, Wädenswil

## La guerre soviétique contre l'Afghanistan de 1979 à 1989

Au cours du mois de décembre 1979, le Bureau politique de l'URSS – avec le secrétaire général *Brejnev*, malade, et ses membres *Souslov*, *Gromyko*, *Andropov*, *Tchernenko* et *Ustinov* – ordonna, sans avoir préalablement consulté l'état-major, l'invasion de l'Afghanistan qui se trouvait sous l'emprise d'émeutes. Le 24 décembre 1979, l'occupation de l'Afghanistan par la 40<sup>e</sup> Armée commença avec la liquidation du président afghan *Hafizullah Amin* et de ses gardes de corps par l'unité spéciale «Alpha» du KGB. *Babrak Karmal* fut instauré comme nouveau président. La prise des majeures localités et villes s'effectua par un contingent de 60 000 soldats. Il était prévu que les unités soviétiques se retirent aussitôt que l'armée afghane aurait repris le contrôle de la situation dans le pays. La 40<sup>e</sup> Armée soviétique se vit lancée dans cette guerre sans buts clairs et sans plan d'action mûrement réfléchi avec des unités de réserves d'Asie centrale. Suite à leur manque de fiabilité, ces unités furent remplacées en 1980 par des unités régulières composées de Russes, d'Ukrainiens et de Baltes. Pour la 40<sup>e</sup> Armée, la guerre d'Afghanistan devint rapidement un gros bourbier. Selon les spécialistes soviétiques, cette guerre évolua en 7 étapes (cf. *Arbenz, P. et al.*, p. 7):

1. Prise de Kaboul et insurrection dans la ville (20 au 22 février 1980)
2. La résistance utilise la tactique de la guérilla, ce qui empêche la 40<sup>e</sup> Armée de prendre le contrôle du pays (de mars 1980 à septembre 1982)

3. Réorganisation soviétique des propres troupes et des troupes afghanes (d'octobre 1982 à février 1984)
4. Grande offensive soviétique et tactique de la Terre brûlée (de mars 1984 à mars 1985)
5. Combats pour le contrôle des voies de raccourci (de mars 1985 à décembre 1986)
6. Compromis militaires et offres de trêve adressés à l'opposition (de janvier 1987 à janvier 1988).
7. Retrait des troupes soviétiques (de mai 1988 à février 1989)

Les effectifs des troupes s'étant avérés insuffisants pour l'occupation du pays pendant la première phase, on augmenta pas à pas, jusqu'en 1985, le nombre d'hommes à plus de 100 000. Les généraux soviétiques étaient contraints de compenser les effectifs insuffisants par l'engagement massif d'artillerie, d'hélicoptères et d'avions de combats. De cette manière, on anéantit dans les territoires limitrophes du Pakistan, des villages pachtounes entiers et leurs populations furent tuées ou expulsées.

## Arrêté du bureau politique sous la présidence de Michael Gorbatchev lors de la réunion du 13 novembre 1986

Le 13 novembre 1986, le bureau politique du comité central du parti communiste se réunit sous la présidence du secrétaire général *Michael Gorbatchev* pour discuter de la situation désastreuse dans laquelle se trouvait la 40<sup>e</sup> Armée en Afghanistan. Au début de la réunion, *Gorbatchev* déclara (cf. *Allan, P. et al.*, p. 434–451):

«Nous nous battons maintenant depuis six ans en Afghanistan. Si nous ne changeons pas nos méthodes, nous continuerons à nous battre encore 20 ou 30 ans. Cela sèmerait le doute sur nos capacités d'influencer les événements. Il faut également dire à l'adresse de nos généraux qu'ils apprennent mal dans cette guerre. N'y a-t-il pour notre état-major pas d'approche susceptible à être développée? Nous n'avons pas trouvé la bonne clé pour résoudre ce problème. Allons-nous nous battre éternellement, confirmant ainsi que nos troupes ne viennent pas à bout de la situation? Il faut, dans un proche avenir, en finir avec ce processus.»

*Gromyko* confirma ce jugement en disant: «Il faut se fixer un but stratégique. Il n'y a pas très longtemps, nous avons discuté de l'obligation de bloquer la frontière afghane avec l'Iran et le Pakistan. L'expérience nous a montré que nous n'y sommes pas parvenus, vu les difficultés du terrain et l'existence de centaines de cols de montagnes. Aujourd'hui, il faut donc dire clairement que le but stratégique est celui de mener cette guerre à son terme.»

Pour *Gorbatchev*, la fin de la guerre était primordiale. Il restait à clarifier de quelle manière:

«Il faut publier un arrêté fixant la nécessité d'en terminer avec cette guerre au cours d'un ou au maximum deux ans.»

*Gromyko* estimait à sa juste valeur la politique et la stratégie américaines de l'administration *Reagan* de l'époque:

«Quant aux Américains, ils ne sont pas intéressés à la régularisation de la situa-

tion afghane. Au contraire, pour eux, il est avantageux que la guerre continue.»

*S. F. Akhroméïev*, l'ancien chef de l'état-major et premier vice-ministre de la Défense de l'URSS, s'exprima très concrètement au sujet de la situation militaire:

«Nos actions militaires en Afghanistan durent depuis bientôt sept ans. Il n'y a pas le moindre bout de territoire de ce pays qui n'a pas été occupé par un soldat soviétique. Néanmoins, une grande partie du pays est actuellement en mains des insurgés. Le gouvernement afghan dispose de forces armées considérables: 160 000 hommes dans l'armée, 115 000 dans les rangs de la *Zarandoi* (police) et 20 000 dans les organes de la Sécurité de l'Etat. Il n'y pas de mission militaire qui n'ait pas été accomplie, mais elles ne montrent pas de résultats. Tout cela est dû au fait que les résultats militaires n'ont pas été consolidés par des résultats politiques. Au centre, il y a un pouvoir, mais il fait défaut dans les provinces. Nous contrôlons Kaboul et les centres provinciaux, tout en restant incapables d'établir le pouvoir dans les territoires conquis. Nous avons perdu la bataille pour la faveur du peuple afghan. Une minorité du peuple soutient le gouvernement. Notre armée s'est battue pendant cinq ans. Elle est toujours capable de maintenir la situation sur le niveau actuel.

Mais dans de telles conditions, la guerre se poursuivra encore pour longtemps.



### Afghanistan: Un avion de transport s'est écrasé sur la base américaine de Bagram

Un avion cargo s'est écrasé lundi en Afghanistan, sur la base aérienne américaine de Bagram. Selon les autorités afghanes, la machine s'est écrasée suite à un défaut technique lors du décollage. Le nombre de victimes n'est pas encore connu.

La Force internationale d'assistance et de sécurité FIAS a confirmé dans une interview accordé à l'agence *Pajhwok* qu'un avion civil s'était écrasé. Les services de secours ont été déployés. Le mouvement islamiste des talibans a affirmé que l'avion a été abattu par les moudjahidines et que tous les passagers avaient péri.

La base aérienne de Bagram est l'aéroport militaire américain le plus important en Afghanistan et une plaque tournante pour l'approvisionnement de la coalition internationale dans ce pays. Les vols d'approvisionnement sont gérés en partie par des entreprises de transport aérien civiles.

Source: *Ria Novosti* du 29/4/13

### «Afghanistan – une comparaison ...» suite de la page 6

50 000 soldats soviétiques contrôlent les frontières, mais ils ne sont pas capables de boucler tous les canaux, par lesquelles des marchandises transitent d'un pays à l'autre. Je répète que nous sommes capables de maintenir la situation à son niveau actuel, mais il faut trouver une issue et résoudre le problème de la manière qu'Andreï Andreïevitch (Gromyko) vient de proposer. Il faut se rapprocher du Pakistan.»

Et Vorontsov, premier vice-ministre des Affaires étrangères, compléta cette analyse par une description de la situation économique du pays:

«Quelques mots encore pour compléter les réflexions du général Akhroméïev. L'Afghanistan est un pays rural (80% de la population sont des paysans). Or, ce sont eux qui ont le moins profité de la révolution. Au cours des huit années de révolution, la production agricole n'a augmenté que de 7%, tandis que le niveau de vie des paysans est resté au niveau des années prérévolutionnaires.»

Il fallait donc prendre acte du fait que les aides «militaires» et économiques de l'URSS à l'Afghanistan avaient échouées. Gorbatchev ne voyait qu'une seule issue pour sortir du bourbier afghan: rapatrier la 40<sup>e</sup> Armée, sans poser de conditions:

«Au mois d'octobre de l'année passée, lors d'une réunion du Bureau politique, nous avons défini la voie à suivre pour régler la question afghane. L'objectif que nous nous étions fixé, était celui d'accélérer le retrait de nos troupes d'Afghanistan et de nous assurer en même temps l'amitié de ce pays. On s'est mis d'accord de réaliser cela par la combinaison de mesures militaires et politiques. Mais sur aucune de ces voies, on ne constate une avancée. Le renforcement des positions militaires du gouvernement afghan n'a pas eu lieu. [...]

Jusqu'à présent, le plan prévu n'a été que mal réalisé dans son ensemble. Ce n'est pas uniquement la planification qui pose problème mais aussi la réalisation. Il faut procéder de manière plus active, en réglant clairement deux questions. Premièrement, il faut réaliser le retrait de nos troupes dans les deux ans – 50% en 1987 et 50% l'année suivante. Deuxièmement, il faut œuvrer en direction d'un élargissement de la base sociale du Régime, en respectant la répartition réelle des forces politiques. [...] Il faut entamer des négociations avec le Pakistan. Ce qui importe le plus, c'est que les Américains n'envahissent pas l'Afghanistan.»

Cette décision trouva l'aval des membres présents du Bureau politique. Deux faits

sont frappants. Primo, la décision du Bureau politique concernant le retrait des troupes soviétiques intervint avant que les premiers missiles antiaériens du type Stinger fussent délivrés aux Moudjahidines par les Etats-Unis. En dépit de la propagande américaine, les Stinger n'ont pas affaibli la situation militaire de la 40<sup>e</sup> Armée en Afghanistan. Ils n'ont donc aucunement influencé la décision de la direction soviétique sous Gorbatchev concernant le retrait de l'armée. Secundo, pour justifier sa décision du retrait des troupes américaines d'Afghanistan jusqu'à fin 2014, le président Obama a utilisé presque les mêmes termes que Gorbatchev lors de la séance historique du Bureau politique du 13 novembre 1986.

### Bilan de l'occupation soviétique de l'Afghanistan

Finalement, la direction de l'URSS retira sa 40<sup>e</sup> Armée sans avoir vaincu la résistance. La 40<sup>e</sup> Armée n'avait pas été vaincue militairement mais suite à la guerre d'usure, l'URSS avait subi d'énormes pertes financières, humaines et économiques et elle avait ainsi perdu la guerre politiquement.

Les pertes de l'URSS confirmées officiellement (cf. *Arbenz, P. et al., p. 8*):

- 13 833 morts (dont 1979 officiers)
- 49 985 blessés (dont 7132 officiers)
- 6669 invalides
- 330 disparus

La part élevée des officiers parmi les tués et les blessés démontre un commandement actif par les supérieurs et par là-même la bravoure des officiers soviétiques. La logistique soviétique était un sérieux point faible. Presque la totalité du carburant et de la nourriture pour la 40<sup>e</sup> Armée dut être introduite à Kaboul par le tunnel de Salang. La situation de l'approvisionnement en eau fut évaluée de façon erronée, tout comme le danger de maladies infectieuses. Parmi les 525 190 officiers mobilisés au cours de cette guerre, il y eut par moments des défaillances allant jusqu'à 75%. Entre autres, ce fut le manque de vaccinations pour les troupes soviétiques qui en étaient responsables.

Concernant les coûts de l'occupation, il n'y a jusqu'aujourd'hui que des conjectures. Par contre, il est certain que la guerre provoqua une bonne partie de la déstabilisation de la société et de l'économie nationale soviétiques et que cela contribua à la désintégration de l'URSS. Jusqu'à ce jour, on ne s'occupe que très mal des invalides de cette guerre.

Du côté afghan, le bilan de la guerre est encore pire: la population civile subit au moins 2 millions de morts et plus de cinq millions fuirent au Pakistan et en Iran. Une partie d'eux végètent toujours dans des camps de réfugiés. Après 1992, l'Afghanistan tomba sous la domination des seigneurs de guerre qui détruisirent Kaboul. En 1996, la capitale fut conquise par les Taliban orthodoxes sous leur guide Mullah Omar.

### Parallèles avec la guerre et le retrait des USA et de l'OTAN d'Afghanistan

Exactement comme la guerre en Afghanistan de la 40<sup>e</sup> Armée, on peut diviser celle des

forces armées des Etats-Unis et de l'OTAN (la FIAS est commandée par l'OTAN) en plusieurs phases (cf. *Holz, D., p. 162/163*)

**1<sup>ère</sup> phase:** En octobre 2001, les Etats-Unis ont constitué une «coalition des volontaires» et ont préparé leurs attaques aériennes contre les bases des Taliban;

**2<sup>e</sup> phase:** Après les attaques aériennes, entre novembre et décembre 2001, certains groupes des forces spéciales américaines ont vaincu le régime Taliban avec le soutien des unités de l'Alliance du Nord et ont chassé Al-Qaïda;

**3<sup>e</sup> phase:** Entre 2002 et 2008, les Etats-Unis et l'OTAN ont effectué diverses opérations terrestres avec la mission de détruire définitivement les Taliban et Al-Qaïda;

**4<sup>e</sup> phase:** Entre 2009 et 2012, les forces de sécurité afghanes auraient dû stabiliser la situation dans le pays avec le soutien des forces armées des Etats-Unis et de l'OTAN à l'aide de l'ANA (*Afghan National Army*) et de l'ANP (*Afghan National Police*) – leurs effectifs ont été augmentés à plus de 300 000 hommes, comme sous l'occupation soviétique;

**5<sup>e</sup> phase:** A partir du printemps 2013, les forces de sécurité afghanes doivent prendre en charge toutes les tâches combattives. Le retrait du gros des forces armées américaines et alliées est prévu jusqu'à fin 2014. Les forces aériennes alliées resteront engagées pour soutenir les combats des forces de sécurité afghanes sur le terrain, les forces terrestres américaines et alliées, qui resteront en Afghanistan, n'auront plus que des missions de formation;

**6<sup>e</sup> phase:** Actuellement, les discussions vont bon train, pour savoir si, après 2014, les Etats-Unis vont maintenir 3000 à 9000 soldats en Afghanistan, pour la lutte contre le terrorisme dans les territoires tribaux pakistanais et pour la formation des forces de sécurité afghanes, ou s'ils vont retirer toutes leurs troupes. Pour le temps après le retrait, les Afghans recevront des Etats-Unis 30 hélicoptères de transport russes *Mi-17* et des drones pour les missions de reconnaissance. La livraison d'avions de combat légers et d'avions de transport moyens a été reportée. (cf. *Lee, C. A., and A. Entous*).

Les analogies de ce déroulement avec les phases de la guerre soviétique est stupéfiante. Le résultat est presque le même que pour la 40<sup>e</sup> Armée après son retrait de 1989. Les forces des Etats-Unis et de l'OTAN n'ont pas non plus été en mesure de réprimer la résistance des Taliban. La topographie du pays, les différences de température de moins 20 à plus 40 degrés et la tradition belliqueuse des Afghans ont empêché d'atteindre les objectifs de guerre de l'Occident. A partir de 2008/09, toujours plus de jeunes combattants ont afflué en Afghanistan en traversant la frontière avec le Pakistan; on les recrutait dans les camps de réfugiés au sein des écoles religieuses (médersa). Cette situation a encore été aggravée par l'augmentation massive de la culture du pavot et du chanvre par les barons de la drogue. Les forces armées occidentales étaient confron-

### Après 2014, l'OTAN veut garder jusqu'à 12 000 soldats en Afghanistan

Mardi passé, un diplomate proche de l'OTAN a informé *RIA Novosti* que l'OTAN a l'intention de garder après 2014 jusqu'à 12 000 soldats en Afghanistan, à partir du moment où la sécurité du pays sera transmise entièrement aux forces de sécurité afghanes.

Le secrétaire général de l'OTAN *Anders Fogh Rasmussen* avait auparavant déclaré que la décision définitive concernant le nombre de formateurs de l'OTAN pour les forces de sécurité afghanes devait être prise au cours des mois à venir.

Après 2014, l'OTAN n'entreprendra plus d'opération de combat sur le territoire afghan. Au début de janvier de cette année, on a appris que le ministre américain de la Défense avait élaboré un plan, selon lequel 3000 à 9000 soldats américains resteront en Afghanistan après 2014.

Selon les médias, il y aurait actuellement environ 66 000 soldats américains en Afghanistan, qui composent la force principale du contingent de l'OTAN dans le pays.

Source: *Ria Novosti* 23/4/13

tées à un conglomérat d'insurgés, de terroristes, de criminels et de mensonges ainsi qu'à la corruption du gouvernement afghan. Ce conglomérat a formé un bourbier dans lequel notamment les troupes européennes alliées de l'OTAN se sont enfoncées. La manière dont les gouvernements européens ont dissimulé ce désastre devant leurs propres populations est visible à l'exemple de l'Allemagne. Avec l'affirmation que la Bundeswehr ne menait pas de guerre en Afghanistan, le gouvernement de Berlin a tenté de camoufler le désastre afghan.

On ne peut que faire des estimations sur les coûts de la guerre en Afghanistan. On suppose que les dépenses totales des Etats-Unis pour les guerres en Irak et en Afghanistan s'élèvent jusqu'à présent à 3000 ou 4000 milliards de dollars. S'y ajoutent encore les frais de la prise en charge physique et psychique de milliers d'invalides. On estime que suite aux guerres en Irak et en Afghanistan les forces armées américaines ont rapatrié en tout 49 000 soldats estropiés (cf. *Faison III, p. 64*). Maintenant déjà, des développements semblables se dessinent en Afghanistan pour la phase qui suivra le retrait, notamment une guerre entre les seigneurs de guerre de l'Alliance du Nord et les Taliban. La criminalité organisée en Afghanistan profitera de cette situation confuse et continuera à utiliser le pays pour la production de drogues. Les conséquences de cette guerre en Afghanistan pourraient encore surpasser celles de la guerre soviétique des années quatre-vingt. Pour les Etats-Unis, il s'agit de terminer aussi rapidement que possible cette guerre, la plus longue de son histoire, pour se tourner vers les défis lancés par la politique hégémonique de la Chine.

Source: *Institut für Strategische Studien* du 28/4/13; cf. aussi «Demontage einer Supermacht», in: *Damals*. Das Magazin für Geschichte, Nr. 05/2013. (Traduction *Horizons et débats*)

### Bibliographie:

- Arbenz, P., Bucherer, P., Kläy, D. et A.A. Stahel (1996). Afghanistan 1989–1995, Waffenlieferungen und Krieg nach dem sowjetischen Rückzug. *Beiheft zur ASMZ 5*, Frauenfeld.
- Allan, P., Bucherer, P., Kläy, D., Stahel A.A. et J. Stüssi-Lauterburg (1995). Sowjetische Geheimdokumente zum Afghanistankrieg (1978–1991). *Strategische Studien Band 8*, vdf Hochschulverlag an der ETH Zürich, Zürich.
- Faison III, C. F. (2012). Coming Home. In: *Proceedings*, U.S. Naval Institute, December.
- Holz, D. (2012). Afghanistan seit 2001: *Anschläge und militärische Einsätze. Eine Analyse der Effektivität von Spezialkräften und konventionellen Truppen unter den Rahmenbedingungen der US-Militärstrategie*. Dissertation Universität Zürich, Manuskript, Zürich.
- Lee, C. E., and A. Entous (2013). Obama to Speed Troop Exit. In: *The Wall Street Journal*, 11/1/13.

### Le président de l'Afghanistan: la remarque concernant des objectifs communs des Etats-Unis et des Taliban a été mal interprétée

Les médias afghans rapportent que selon le président de l'Afghanistan, *Hamid Karzai*, les médias ont mal interprété ses remarques concernant les intérêts concordants des Etats-Unis et des Taliban.

Au début du mois de mars, Karzai avait accusé les Etats-Unis et d'autres forces extérieures d'avoir mené des conférences à part avec les Taliban, afin de faire échouer le dialogue paisible à l'intérieur de l'Afghanistan et de continuer la guerre. Karzai aurait dit que l'intérêt des Etats-Unis en Afghanistan ne consistait pas en combattant le terrorisme, car les terroristes se trouvaient en dehors du pays. Le but serait de dominer la région.

Lundi, à Kaboul, dans une conférence de presse commune avec le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, *John Kerry*, Karzai a souligné à nouveau les efforts de

son gouvernement pour faire avancer la réconciliation en Afghanistan et pour entamer un dialogue avec les Taliban.

En même temps, Karzai a demandé aux Forces armées américaines de ne pas mener d'autres actions de guerres dans les villages afghans afin d'éviter des victimes civiles.

Kerry et Karzai ont souligné leur position commune en vue du dialogue avec l'opposition armée.

Le secrétaire d'Etat américain a souligné qu'il approuvait les élections présidentielles en Afghanistan en 2014, et en plus, il a promis une aide économique, militaire et politique après la reprise de la responsabilité pour la sécurité par les autorités afghanes.

Source: *Ria Novosti* du 26/3/13 (Traduction *Horizons et débats*)

# L'apiculture, une contribution à la protection des oiseaux

## Les arbustes d'ornement exotiques sont populaires dans nos jardins et nos parcs – au grand préjudice du monde des insectes et des oiseaux indigènes

par Helmut Hintermeier, Galmersgarten

L'utilisation d'arbustes indigènes propices aux oiseaux et attractifs pour les abeilles dans les jardins et les potagers, les parcs et dans les autres endroits publics devrait être une évidence aujourd'hui. Cependant, il est regrettable que dans la verdure de nos villages et villes très souvent des arbustes d'ornement exotiques sont plus populaires. L'argument avancé en premier, et le critère de sélection, sont avant tout la profusion de fleurs décoratives aussi abondantes que possibles – au plus tard après la floraison, beaucoup d'arbustes végètent pourtant dans l'ombre. Ils sont alors verts et pas du tout intéressants pour les oiseaux. En outre, de nombreuses sortes sont infertiles (Viorne obier, produit de culture: *Viburnum opulus*; cerisier du Japon, *Prunus spez.*; épine

rouge, produit de culture: *Crataegus laevigata*) et mêmes les produits fertiles attirent beaucoup moins les oiseaux que leur pendant indigène (cf. tableau ci-dessous). Pourtant, les presque quatre douzaines d'arbustes sauvages propices pour les jardins pourraient tout à fait concurrencer par leur valeur décorative les espèces exotiques si populaires. Leur importance écologique, déjà mentionnée dans le dernier numéro et qui bénéficie indirectement aussi à l'être humain, est encore plus importante: les produits fruitiers beaucoup plus riches, grâce à la pollinisation de l'abeille, peuvent notamment limiter efficacement les dégâts sur les cultures fruitières occasionnées par certains oiseaux, même si l'on ne peut pas les empêcher complètement: plus tard en hiver, quand les réserves de nour-

riture sont limitées, on sait que les bouvreuils (*Pyrrhula pyrrhula*), les mésanges (*Parus spez.*), les moineaux (*Passer domesticus*) et les pinsons (*Fringillidae*) lorgnent sur les bourgeons de nos arbres fruitiers. Les boutons de fleurs riches en vitamines et en protéines, dont un seul bouvreuil peut dévorer 30 pièces en une minute, sont particulièrement convoités. Des scientifiques britanniques ont découvert pourtant que la nourriture hivernale des bouvreuils se compose essentiellement des fruits et des semences de quelques plantes (les semences de l'érable, du bouleau, et avant tout du frêne), et les oiseaux migrent seulement sur la nourriture de bourgeons quand l'offre automnale en semences et en fruits diminue ou n'est pas suffisante en raison d'un nombre d'arbres limité.

raissent déjà bientôt, qui cependant doivent être entaillés dans leur croissance par une découpe, afin qu'une haie d'arbres ne naisse pas. Quelques arbres sont cependant désirés et dans le sens propre du mot d'importance extraordinaire. Depuis peu, on recommande aussi l'aménagement de la «Haie de Benjes modifiée», qui permet l'édification planifiée de certains arbustes. «Les abeilles, à qui on doit offrir le long de la haie une zone lisière, dans laquelle il doit avoir toujours des choses fleuries, décident elles-mêmes de la quantité de baies, dont les arbustes de la haie sont remplis.» (H. Benjes)

Source: *Schweizerische Bienenzeitung*, 12/2012

Courriel: [Helmut\\_Hintermeier@web.de](mailto:Helmut_Hintermeier@web.de)

(Traduction Horizons et débats)

### Bibliographie

Turcek, F. J. (1961): *Ökologische Beziehungen der Vögel und Gehölze*. Académie slovaque des sciences, Bratislava.

Benjes, H. (1986): *Die Vernetzung von Lebensräumen mit Feldhecken*. Natur & Umwelt, Munich.

Bayerischer Forstverein (1998): *Sträucher in Wald und Flur: Bedeutung für Ökologie und Forstwirtschaft: natürliche Vorkommen in Wald- und Feldgehölzen: Einzeldarstellungen der Straucharten*. Ecomed, Landsberg am Lech.

Berger, H.-J. (1995): Die Anlage einer modifizierten Benjes-Hecke – Bericht über eine vielversprechende Methode. *Mitteilungen der LÖBF NW 20 (3)*: 18–22.

Hecker, U. (1985): Laubgehölze. Wildwachsende Bäume, Sträucher und Ziergehölze. *BLV Intensivführer*. BLV Verlagsgesellschaft Munich, Vienne, Zurich.

Roeser, B. (1988): *Saum- und Kleinbiotope*. Ecomed, Landsberg am Lech.

Rossberg, P. (1995): Untersuchungen zur Nutzung von modifizierten Benjes-Hecken durch die Avi-fauna. *Mitteilungen der LÖBF NW 20 (3)*: 22–25.

Westrich, P. (1990): *Die Wildbienen Baden-Württembergs*. Teil 1 und 2. E. Ulmer Verlag, Stuttgart.

Witt, R. (1991): Leckerbissen für Vogel, Maus und Käfer, *kraut&rüben 10:91*.

Witt, R. (1989): *Wildsträucher in Natur und Garten*. Stuttgart.

Zwölfer, H. (1981): Ökologische Funktionsanalyse von Feldhecken – Tierökologische Untersuchungen über Struktur und Funktion bio-zönotischer Komplexe. *Schlussbericht an das Bayerische Landesamt für Umweltschutz*. Munich

### Les oiseaux en tant que jardiniers du paysage

La préservation d'un paysage aussi riche en espèces et aussi diversifié que possible et la relance de contrées déjà dégarnies et de monoculture avec des arbres uniques, des arbustes et des haies «colorées» devrait tenir à cœur dans la même mesure aux apiculteurs, aux fruiticulteurs, aux protecteurs des oiseaux et de la nature. Les oiseaux ont contribué pendant des millénaires, avant toute sylviculture, à la propagation des arbres et des arbustes. Aujourd'hui, cette activité jardinière des oiseaux est utilisée sciemment dans les so-disant *Haies de Benjes*. Le procédé stupéfait par sa simplicité et est gratuit: à des endroits adéquats, on construit une barrière de branchage (déchets de coupure de bois) de trois à quatre mètres de large et d'environ un mètre de haut – plus elle est longue, mieux c'est. Celle-ci va servir de «latrines» aux oiseaux: avec les fientes déposées là, les semences des haies d'arbustes ultérieures parviennent dans le branchage. Déjà au cours du premier été, une haie d'herbes se développe, qui selon le type de terrain et l'état de la nappe phréatique se transforme plus ou moins vite en une haie de hauts arbrisseaux. Protégés contre l'abrutissement, les premiers arbustes appa-

Il existe clairement plus d'espèces d'oiseaux frugivores mangeant dans les arbustes indigènes que dans les arbustes exotiques.	
<b>Arbustes indigènes:</b>	
Sorbier ( <i>Sorbus aucuparia</i> )	63
Sureau noir ( <i>Sambucus nigra</i> )	62
Merisier ( <i>Prunus avium</i> )	48
Sureau grappes ( <i>Sambucus racemosa</i> )	47
Genévrier ( <i>Juniperus spez.</i> )	43
Framboises sauvages ( <i>Rubus idaeus</i> )	39
Bourdaine ( <i>Frangula alnus</i> )	36
Groseilles ( <i>Ribes rubrum</i> )	34
Aubépine ( <i>Crataegus spez.</i> )	32
Mûre sauvage ( <i>Rubus spez.</i> )	32
Bouleau ( <i>Betula pendula</i> )	32
Eglantier ( <i>Rosa canina</i> )	27
Cornouiller ( <i>Cornus sanguinea</i> )	24
Fusain d'Europe ( <i>Euonymus europaeus</i> )	24
Cerisier à grappes ( <i>Prunus padus</i> )	24
If commun ( <i>Taxus baccata</i> )	24
Viorne obier ( <i>Viburnum vulgare</i> )	22
Troène commun ( <i>Ligustrum vulgare</i> )	21
Amélanchier ( <i>Amelanchier ovalis</i> )	21
Prunelier ( <i>Prunus spinosa</i> )	20
Erable de montagne ( <i>Acer pseudoplatanus</i> )	20
Béberis commun ( <i>Berberis vulgaris</i> )	19
Nerprun ( <i>Rhamnus spez.</i> )	19
Argousier ( <i>Hippophae rhamnoides</i> )	16
Erable champêtre ( <i>Acer campestre</i> )	15
Cornouiller mâle ( <i>Cornus mas</i> )	15
Viorne lantane ( <i>Viburnum lantana</i> )	15
Chèvrefeuille des haies noir ( <i>Lonicera nigra</i> )	14
Groseille à maquereau sauvage ( <i>Ribes uva-crispa</i> )	14
Lierre ( <i>Hedera helix</i> )	14
Ilex ( <i>Ilex aquifolium</i> )	12
Bois de Sainte Lucie ( <i>Prunus mahaleb</i> )	11
Noisette ( <i>Corylus avellana</i> )	10
Sainbois ( <i>Daphne mezereum</i> )	10
Chèvrefeuille de haie bleu ( <i>Lonicera caerulea</i> )	10
Chèvrefeuille de haie rouge ( <i>Lonicera xylosteum</i> )	8
Chèvrefeuille des jardins ( <i>Lonicera caprifolium</i> )	7
Groseille noire ( <i>Ribes nigrum</i> )	3
Marsault ( <i>Salix spez.</i> )	3
Néfle germanique ( <i>Mespilus germanica</i> )	2
Staphylea ( <i>Staphylea pinnata</i> )	2
Chèvrefeuille des bois ( <i>Lonicera periclymenum</i> )	1
Groseiller alpin ( <i>Ribes alpinum</i> )	1
Genêt à balais ( <i>Cytisus scoparius</i> )	1
<b>Arbustes exotiques:</b>	
Cornouiller blanc ( <i>Cornus alba</i> )	8
Mahonia ( <i>Mahonia aquifolium</i> )	7
Alisier des bois ( <i>Sorbus heilingensis</i> )	4
Erable negundo ( <i>Acer negundo</i> )	4
Laurier cerise ( <i>Prunus laurocerasus</i> )	3
Aubépine de Lavallée ( <i>C.x lavalleyi</i> Hér. ex Lav.)	3
Cornouiller à bois jaune ( <i>Cornus stolonifera</i> )	2
Vinaigrier ( <i>Rhus typhina</i> )	2
Weigela ( <i>Weigela spez.</i> )	1
Forsythia ( <i>Forsythia spez.</i> )	1

## Mesures contre la disparition des abeilles

rt. Outre le virus transmis par le parasite varroa importé de l'Asie du Sud-Est, les populations d'abeilles souffrent en Amérique du Nord et en Europe d'une agriculture industrialisée, qui prend peu d'égard à l'environnement florissant. L'utilisation de produits chimiques, souvent insuffisamment testés,

en fait également partie. Ainsi, en 2008, on a déjà vécu une mort catastrophique des abeilles en Allemagne du Sud. Seulement après de longues recherches et des situations parallèles aux USA et en France, une trace a mené à une nouvelle génération d'insecticides, aux néonicotinoïdes. Bien que le fabri-

cant réfute tout rapport avec ses produits, l'Office fédérale de l'agriculture (OFAG) a suivi une décision de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et interdit maintenant aussi trois insecticides douteux. Ci-dessous nous publions la prise de position de l'OFAG.

### L'utilisation de certains insecticides sera restreinte

Berne, le 29/4/13: L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) prévoit de suspendre l'autorisation d'utiliser trois insecticides pour le traitement des semences de colza et de maïs, à l'instar de l'UE. Ces insecticides de la classe chimique des néonicotinoïdes ont fait l'objet d'une évaluation à la suite d'une publication de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'OFAG en conclut que la marge de sécurité est faible, bien que ces produits ne constituent pas un risque inacceptable pour les abeilles s'ils sont utilisés selon les prescriptions. Cette période de suspension doit servir à mettre au point les techniques permettant de réduire le risque pour les abeilles et d'accroître la marge de sécurité.

Suite à la publication par l'EFSA d'une évaluation sur le risque pour les abeilles de trois substances actives (*imidaclopride*, *clothianidine*, *thiametoxame*), le Département de l'économie, de la formation et de la recherche a donné mandat à l'OFAG d'analyser la situation. Cette analyse confirme que si ces produits ne constituent pas un risque inacceptable pour les abeilles lorsqu'ils sont

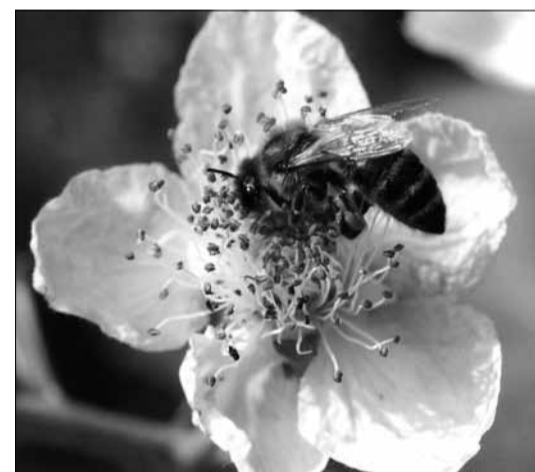
utilisés de manière conforme aux prescriptions et dans des conditions normales, la marge de sécurité pour les abeilles est faible dans certaines situations. L'*imidaclopride*, la *clothianidine* et le *thiametoxame* sont autorisés pour le traitement des semences de maïs, de colza, de céréales, de betteraves et de salade. A ce jour, aucun cas d'intoxication d'abeilles lié à ce type d'utilisation n'a été observé en Suisse. L'utilisation de ces substances pour le traitement des semences présente l'avantage indéniable de protéger les jeunes plantes durant la croissance contre les ravageurs et d'éviter des traitements par pulvérisation avec d'autres produits. De plus, la Suisse se différencie du contexte européen par sa pratique agricole, sans monoculture.

Cette suspension préconisée à titre de précaution concerne les cultures qui sont attractives pour les abeilles. Le traitement des semences de maïs et de colza entre en ligne de compte, mais pas celui des betteraves et des salades, qui sont récoltés avant la floraison. En outre, la technique d'enrobage des semences de betteraves exclut la formation de

poussières lors du semis. Une restriction d'utilisation n'est donc pas justifiée dans ce cas. Dans le cas des traitements par pulvérisation, seule l'utilisation par des professionnels après la floraison des cultures sera encore acceptée.

La période de suspension servira à approfondir les connaissances sur les moyens techniques permettant de réduire les risques pour les abeilles. Une analyse des risques et des bénéfices de la technique du traitement des semences par rapport aux alternatives consistant à protéger les cultures par traitement des feuilles sera également réalisée. De plus, il est important de poursuivre les recherches sur les causes de la disparition des abeilles, dont le parasite varroa semble être un facteur déterminant. L'OFAG va informer les détenteurs des autorisations concernées, conformément à la procédure habituelle, afin qu'ils puissent prendre position sur ces mesures. Il est prévu que ces dernières, plus strictes, entrent en vigueur dans le courant de l'été.

Source: Office fédérale de l'agriculture, [www.blw.admin.ch](http://www.blw.admin.ch) du 29/4/13



(photo H. Hintermeier)

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité. Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

### Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

### Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

### Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

[www.horizons-et-debats.ch](http://www.horizons-et-debats.ch)

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

### Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2013 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».